

Burkina Faso

Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

Mid-term Review

Main report and appendices

Mission Dates: du 28 mai au 15 juin 2018

Document Date: 12/07/2018

Project No. 1100001580

Report No. 4791-BF

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Abbreviations and Acronyms

Sigles et acronymes

ACR	Assemblées Consulaires Régionales
ANO	Avis de Non Objection
AT	Assistance Technique
BN/CRA	Bureau National des CRA
BUNEE	Bureau National des Evaluations Environnementales
CAF	Cellule Administrative et Financière
CAP	Comité d'Approbation des Projets
CCR	Cadre de Concertation Régional
CCP	Cadre de Concertation Provincial
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols/ Défense et Restauration des Sols
COGES	Comité de gestion
CPM	Chargé de Portefeuille
CPA	Assistant d'Appui Programme
CPF	Confédération Paysanne du Faso
CPO	Chargé d'Appui Programme
CPS	Comité Provincial de Sélection
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CVD	Comité Villageois de Développement
DCP	Document de Conception de Projet
DGAHDI	Direction Générale des Aménagements Hydrauliques et du Développement de l'Irrigation
DGCMEF	Direction Générale de Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGEP	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGEVCC	Direction Générale de l'Economie Verte et du Changement Climatique
DGFOMR	Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural
DR	Direction Régionale
DRCMEF	Directeur Régional du Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers
DRENA	Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
DRF	Demande de Retrait de Fonds
ECD	Etat Certifié de Dépenses
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FTS	Formations Techniques Spécifiques
IEC	Information Education et Communication
MAAH	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MEEVCC	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
MINEFID	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
Neer-Tamba	«C'est l'espoir qui nous réunit»
OAC	Opérateurs d'Appui-Conseil
ONDD	Observatoire National du Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
OR	Organisations Rurales
PAMO	Prestataire d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage
PPM	Plan de Passation des Marchés
PROFIL	Projet d'Appui aux Filières Agricoles (projet du FIDA)
PTBA	Programme de Travail et de Budget Annuel
PV	procès-verbal
RAF	Responsable Administratif et Financier
RCA	Responsable de la Cellule Aménagement
RCEA	Responsable de la Cellule Economie Agricole
RSE	Responsable Suivi Evaluation
SG	Secrétaire Général
SP/CPSA	Secrétariat Permanent des Politiques Sectorielles Agricoles
SE/CNSA	Secrétariat exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire
STD	Services Techniques Déconcentrés
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	Termes De Référence
UAT	Unité d'Animation Technique
UGP	Unité de Gestion du Projet
USD	Dollar des Etats Unis
ZAT	Zones d'Appui Technique

A. Project Overview

Region:	West and Central Africa Division	Project at Risk Status:	Not at risk
Country:	Burkina Faso	Environmental and Social Category:	B
Project Name:	Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions	Climate Risk Classification:	2
Project Id:	1100001580	Executing Institution:	not available yet
Project Type:	Agricultural Development	Implementing Institutions:	not available yet
CPM:	Abdoul Barry		
Project Director:			
Project Area:			

Approval Date	13/12/2012	Last audit receipt	22/06/2017
Signing Date	04/02/2013	Date of Last SIS Mission	15/06/2018
Entry into Force Date	30/08/2013	Number of SIS Missions	6
Available for Disbursement Date	30/08/2013	Number of extensions	0
First Disbursement Date	29/10/2014	Effectiveness lag	8 months
MTR Date	28/05/2018		
Original Completion Date	30/09/2021		
Current Completion Date	30/09/2021		
Financial Closure	not available yet		

Project total financing

IFAD Financing breakdown	Debt Sustainability Framework	\$51,158,056
	IFAD	\$14,490,087
	Debt Sustainability Framework	\$14,490,114
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries	\$5,909,971
	National Government	\$24,134,950
Co-financing breakdown,	Global Environmental Facility	\$7,269,448
Project total financing		\$117,452,626

Current Mission

Mission Dates: du 28 mai au 15 juin 2018

Days in the field: 7

Mission composition: 1) M. Samir Béjaoui, Chargé de Programme FIDA au Burkina Faso, Chef de mission; 2) M. Jean Charles Heyd, Chef de mission technique; 3) M. Malhado Barry, expert en génie rural; 4) M. Thomas Cazalis, expert en valorisation agricole; 5) M. Mohamed Milourhmane, expert en renforcement des capacités et OPA; 6) M. Ilyasse Elbaroudi, expert environnementaliste; 7) Mme Marion Triquet, expert en suivi-évaluation et gestion des connaissances; 8) M. Tetie Abdoulaye Bakayoko, consultant expert fiduciaire; 9) M. Abdelmajid Benabdellah, agro-économiste; 10) M. Ludovic Pascal Conditamdé, Chargé d'appui au programme FIDA au Burkina Faso; 11) Mme Karine Nikiema, Assistante au Programme-pays. 12) M. Julien Zanga et M. Mahamadi Zoungana (DGEP/MINEFID); 13) Mme Mariam Ouédraogo (DGOOP); 14) M. Brama Barro (SG/MAAH); 15) M. Sidiki Lingani (DGESS/MAAH); 16) M. Yéboula Bazié (DGESS/MEEVCC)

Field sites visited: Région du Centre Nord, Région du Nord, Région de l'Est

B. Overall Assessment

Key SIS Indicator #1	Ø	Rating	Key SIS Indicator #2	Ø	Rating
Likelihood of Achieving the Development Objective		4	Assessment of the Overall Implementation Performance		4

Effectiveness and Developmental Focus	4	Project Management	4
Effectiveness	4	Quality of Project Management	4
Targeting and Outreach	4	Knowledge Management	4
Gender equality & women's participation	4	Value for Money	4
Agricultural Productivity	3	Coherence between AWPB and Implementation	4
Nutrition	3	Performance of M&E System	4
Adaptation to Climate Change	4	Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)	4

Sustainability and Scaling-up	4	Financial Management and Execution	4
Institutions and Policy Engagement	3	Acceptable Disbursement Rate	3
Partnership-building	5	Quality of Financial Management	4
Human and Social Capital and Empowerment	4	Quality and Timeliness of Audit	4
Quality of Beneficiary Participation	5	Counterparts Funds	4
Responsiveness of Service Providers	4	Compliance with Loan Covenants	5
Environment and Natural Resource Management	4	Procurement	4
Exit Strategy	4		
Potential for Scaling-up	5		

Relevance	4
------------------	----------

C. Mission Objectives and Key Conclusions

Background and Main Objective of the Mission

Une mission du Gouvernement burkinabé et du Fonds international de développement agricole (FIDA) a séjourné au Burkina Faso du 28 mai au 15 juin 2018 pour réaliser la revue à mi-parcours du Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est, dit "Projet Neer-Tamba".

L'objectif de la mission était d'évaluer l'état d'exécution technique et financière du Projet Neer-Tamba depuis son démarrage et de formuler les recommandations nécessaires pour permettre au projet d'atteindre ses objectifs.

Le Projet Neer-Tamba, approuvé le 13 décembre 2012, est entré en vigueur le 30 août 2013 pour le Don et le 21 juillet 2014 pour le Don-prêt. La durée du Projet est de 8 ans, son achèvement est prévu pour le 30 septembre 2021 pour le Don et le 30 septembre 2022 pour le Don-Prêt. Sa clôture pour le 31 mars 2022 pour le Don et 31 mars 2023 pour le Don-prêt. Un financement additionnel du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a été accordé le 3 avril 2017 dans le cadre du programme Pilote d'approches intégrées pour la sécurité alimentaire (PAI-SA) pour une durée de 5 ans (2017-2021), avec comme objectif de renforcer la durabilité et la résilience des investissements du Projet Neer-Tamba dans la région du Nord.

L'objectif général du Projet est l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations rurales les plus défavorisées. Le coût total du Projet est de 117,8 millions USD, dont deux dons du FIDA d'un montant total de 65,6 millions USD, un prêt du FIDA de 14,5 millions USD, un don du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de 7,3 millions USD, une contribution totale du gouvernement de 25,1 millions USD et une contribution totale des bénéficiaires, estimée à 5,3 millions USD.

A son arrivée, la Mission a été reçue en audience le 28 mai, par M. Tony Delwindé Kuela, représentant le Directeur général de l'économie et de la planification (DGEP) du Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID), puis par M. Moussa Maïga, Secrétaire général du Ministère de l'agriculture et des aménagements hydrauliques (MAAH). Elle a ensuite travaillé un jour et demi avec l'équipe de l'Unité de gestion du Projet (UGP) à Ouagadougou avant de faire du 30 mai au 5 juin des visites de terrain dans les 3 régions d'intervention du Projet. Dans les régions, la Mission a été reçue en audience par les Gouverneurs de région, elle a visité des réalisations du Projet et eu des entretiens avec les bénéficiaires, les responsables de groupements, les autorités locales et des membres des conseils villageois de développement (CVD). Elle a eu des séances de travail avec les services techniques déconcentrés (STD), les Chambres régionales d'agriculture (CRA), les organisations rurales (OR) et les différents acteurs de mise en œuvre du Projet. Du 6 au 13 juin, des rencontres avec les principales directions techniques et des partenaires du Projet ainsi que des séances de travail avec les membres de l'UGP se sont déroulées à Ouagadougou avec pour but de compléter les informations et réviser les activités et le budget pour la période restante du Projet. Le calendrier détaillé de la Mission est disponible en appendice 10.

Les constats et recommandations de la Mission ont été présentés et discutés lors d'une séance de restitution à la DGEP à Ouagadougou le 13 juin 2018, en présence de l'ensemble des Directions centrales concernées par le Projet.

La Mission tient à remercier l'ensemble de ses interlocuteurs pour la qualité de leur implication et celle de leurs contributions à l'avancement du Projet. Elle remercie également l'UGP et le Bureau-pays du FIDA pour la qualité de l'organisation et de l'appui à la Mission.

Key Mission Agreements and Conclusions

L'amélioration significative des performances du Neer-Tamba, observée lors de la dernière mission de supervision de novembre 2017, est confirmée par la mission de RMP. L'UGP s'est bien appropriée la démarche intégrée et complémentaire des interventions prévues dans le document de conception de projet (DCP). Depuis fin 2017, la stratégie de ciblage des activités sur les zones les plus vulnérables est appliquée de manière plus rigoureuse. Cela va permettre de rectifier la dispersion et les effets de saupoudrage constatés lors des précédentes missions de supervision. Cependant, le montage institutionnel complexe et la multiplicité des intervenants freinent une mise en œuvre prompt et bien coordonnée des activités, leur bon suivi et la mesure correcte des résultats et des effets obtenus. Si en termes de nombre de bénéficiaires touchés ou de produits livrés, le Neer-Tamba est en train de rattraper rapidement son retard, il est difficile de bien cerner aujourd'hui dans quelle mesure les groupes cibles tirent profit des appuis reçus. Un appui plus consistant et moins éparpillé des producteurs ayant bénéficié d'investissements physiques semble nécessaire afin de conforter la mise en valeur appropriée des aménagements et optimiser les bénéfices que les ménages peuvent en retirer.

Pour améliorer l'efficacité du Projet, il est donc nécessaire: (i) de centrer les interventions du Projet sur les activités qui offrent le plus fort potentiel en matière d'amélioration et de sécurisation de la base productive des ménages; (ii) et de simplifier le dispositif d'intervention du Projet en réduisant la longueur des chaînes d'intervention et en améliorant le retour d'informations sur les résultats et effets du Projet.

La RMP recommande donc comme principaux changements de:

- Renforcer les activités d'aménagements des terres et de mobilisation de l'eau, considérées comme porte d'entrée. Tous les travaux d'aménagements devront être achevés et réceptionnés au plus tard en 2020 pour permettre un accompagnement dans la mise en valeur pendant au moins 2 ans avant la fin du Projet.

- Apporter un appui plus soutenu à la bonne mise en valeur des terres aménagées par un appui systématique en intrants en première année d'exploitation et un accompagnement pour tous les exploitants des sites aménagés. Cette systématisation permettra de simplifier le dispositif d'intervention.
- Ne plus poursuivre le programme de micro-projets (MP) après la mise en œuvre des MP validés et ceux en cours de validation avant le 15 juillet 2018 (dont le nombre va largement dépasser l'objectif total fixé), et ce sur la base de son caractère chronophage et budgétivore dans sa mise en œuvre qui offre à long terme des effets et impacts diffus. Le programme de MP environnementaux du Projet FEM est maintenu et focalisé sur les zones de vulnérabilité environnementale dans la région du Nord.
- Renforcer les CVD, OR et OP (qui sont au plus près des producteurs) en liant plus étroitement les appuis de renforcement de capacités aux services qu'ils doivent fournir et le rôle qu'ils doivent jouer après désengagement.
- Concentrer les activités de formation des adultes sur l'alphabétisation fonctionnelle selon la formule enchaînée (90 jours), qui inclura des thématiques de nutrition, d'hygiène, santé civisme et des FTS. Les activités de FTS, dont l'effet est très limité, est abandonné. Les 12 bibliothèques ambulantes seront financées jusqu'à la fin 2019. Le programme IEC, resserré autour de 4 thématiques, sera poursuivi jusqu'à la fin 2019.
- Continuer les activités d'appui institutionnel aux STD et aux CRA, sur la base de plans de travail annuels basés sur les résultats, afin qu'ils soient bien préparés à jouer leur rôle au moment du désengagement du Projet.

D. Overview and Project Progress

Le Projet Neer-Tamba est placé sous la tutelle technique du Ministère de l'agriculture et des aménagements hydrauliques (MAAH). Il couvre 12 provinces dans les trois régions de l'Est, du Centre-Nord et du Nord. Le Projet vise à toucher directement 40 000 ménages (dont un tiers au moins de jeunes ménages), soit environ 263 200 personnes. Le nombre de femmes directement bénéficiaires d'une ou plusieurs actions du Projet est estimé à 30 000. Le Projet Neer-Tamba est articulé autour des 3 composantes techniques suivantes: (i) Petits aménagements fonciers villageois; (ii) Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions; et (iii) Structuration des acteurs et mise en réseau.

A la moitié de la durée de vie du Projet, les taux d'exécution globaux restent en deçà des attentes avec 35% d'exécution physique et 23,8% d'exécution financière globale (tout financement confondu) au 30/04/2018. Bien que le Projet ne cesse d'augmenter sa cadence d'exécution, il peine encore à combler le retard pris au démarrage. Le taux de décaissement global des fonds FIDA est passé de 18,5% à la dernière supervision de novembre 2017 à 23,8% sans DRF en instance (30/04/2018) et à 25,4% en comptant les dernières DRF, alors qu'il n'était que de 8% à la fin 2016. Ce taux reste cependant faible après 4 années d'exécution du Projet.

Les taux d'exécution financière et physique pondéré du PTBA 2018 sont respectivement de 29,65% et 27,39% au 30/04/2018. L'exécution budgétaire du PTBA 2018 au 31 mars 2018 est de 29,65%, dont: 27,70% pour les composantes 1, 28,98% pour la composante 2, 32,62% pour la composante 3 et 32,59% pour la composante 4. Si le PTBA 2018 est entièrement réalisé, le taux de décaissement global du Projet passerait à 43,7% à la fin 2018.

Composante 1. Petits aménagements fonciers villageois. Au 30/04/2018, 11 334 ha de terres ont été aménagées sur un total de 31 100 ha prévus (36,4%) dont 2 259 ha de bas-fonds de type projet riz pluvial (PRP), 41 ha de maraîchage et 9 034 ha de terres aménagées en conservation des eaux et des sols et défense et restauration des sols (CES/DRS) et par récupération mécanique et biologique de terres dégradées au profit de 21 574 bénéficiaires (3 319 ménages). Ce résultat a été réalisé en 3 ans: (i) 1,5% en 2015, 35% en 2016 et 63% en 2017. Les plus faibles taux de réalisation concernent les digues filtrantes (1%), les demi-lunes (6%) et les périmètres maraîchers (7%). Ils s'expliquent respectivement par la complexité des technologies liées aux digues filtrantes, la pénibilité du travail au niveau des demi-lunes et les difficultés rencontrées lors du fonçage des puits. Sur la base des études et engagements en cours, le Projet prévoit d'aménager 8 290 ha en 2018, ce qui porterait les réalisations à 19 624 ha soit 63,1% de l'objectif global. Si ce rythme est maintenu, 33 353 ha auront été aménagés d'ici 2020 (107% de l'objectif prévu). La qualité des aménagements est satisfaisante et sera améliorée avec la présence des assistants au Responsable de la cellule aménagement et des prestataires d'appui à la maîtrise d'ouvrage aménagements (PAMO-A) sur le terrain, doublé du dispositif de contrôle qualité mis en place.

Un référentiel technico-économique a été élaboré en 2017 pour servir de cadre de référence aux différents acteurs et assurer une gestion plus efficiente des investissements. Un guide de négociation des ententes foncières et des outils d'opérationnalisation ont été élaborés, et 402 personnes formées entre 2016 et 2017. Les aménagements sont réalisés sur la base d'accords fonciers formalisés ou en cours de formalisation avec l'implication des PAMO-A et des élus, sensibilisés et formés sur la question. 3 025 ha de bas-fonds, de type PAFR plus durable, sont prévus d'être aménagés, dont 1 025 ha en 2018 et 2 000 ha entre 2019 et 2020. Tous les aménagements seront terminés en 2020 pour permettre un accompagnement de la mise en valeur pendant 2 ans. Les évaluations environnementales des sites étudiés révèlent des impacts négatifs mineurs qui pourront être atténués par la mise en œuvre des plans de gestion environnementale et sociale (PGES). Le Projet a introduit des technologies allégeant le travail et/ou plus efficientes (micro-irrigation, forage à pompage solaire). L'ONG IDE et la Maison allemande, accompagnent le Projet pour respectivement la fourniture et la pose de kits de micro-irrigation (expérimentés sur les sites de You et Sologom au Nord) et de pompes solaires sur 10 sites. La convention avec la SONATER a permis de réduire les délais de passation de marchés. La prise de service des PAMO-A courant 2017 a facilité le suivi à pied d'œuvre des travaux d'aménagement et permet d'apporter rapidement des réponses aux problèmes sur les chantiers.

Composante 2. Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions. Malgré des difficultés persistantes de mise en œuvre (problèmes de qualité des rapports d'activités, retards dans les décaissements), les différents opérateurs d'appui-conseil (OAC) ont poursuivi leurs actions. Au 30 avril 2018, les 13 OAC ont formé en cumulé, 9 712 personnes (+4 783 personnes depuis la dernière mission de supervision de novembre 2017). Les STD (DRAAH, DRRAH, DREEVCC), ont touché 17 291 personnes, principalement au travers des bourses de dotation (+8 634 personnes). Les prestataires d'appui à la maîtrise d'ouvrage des micro-projets (PAMO-MP) ont accompagné 1 278 promoteurs de MP, dont 762 individuels et 516 collectifs (+145 promoteurs). Le problème de double comptage n'ayant pas été entièrement résolu, il n'est malheureusement toujours pas possible de compter les nombres agrégés des bénéficiaires individuels et des ménages correspondants, qui pourraient être comparés aux cibles du Projet. En outre, les effets de l'appui-conseil sur l'amélioration des itinéraires techniques et des rendements n'ont pas été clairement ni systématiquement mesurés. En raison de la multiplicité des acteurs impliqués et des thématiques développées, il ressort des entretiens avec les bénéficiaires comme avec l'encadrement, que l'appui-conseil dispensé manque de cohérence et d'impact.

Les sessions des Comités d'approbation des projets (CAP) ont permis d'approuver 2 204 MP (110% des MP prévus) (+926 MP depuis la dernière supervision) parmi lesquels 1 278 MP ont été financés en totalité pour un décaissement total de 928,5 millions de FCFA. 903 MP ont été approuvés et sont en attente de décaissement. 23 MP approuvés ont été annulés, leurs promoteurs n'ayant pas versé leur contribution. Le très faible nombre de plans d'affaires préparés ne plaide pas en faveur d'une prise en compte de la viabilité économique des MP (12 sur les nouveaux 497 MP approuvés). En outre, le caractère ponctuel et éphémère des MP ressort: (i) de l'analyse de la base de données des 1 278 MP

financés; et (ii) une minorité de promoteurs a affirmé vouloir reconduire leur activité sur un deuxième cycle. Enfin la Mission déplore que l'analyse des comptes d'exploitation réels des premières centaines de MP clôturés n'ait pas été réalisée ce qui aurait permis de pouvoir réellement apprécier les premiers effets de ces investissements.

Le Fonds d'appui (FA) a servi à financer des crédits d'intrants aux groupements de producteurs bénéficiaires des aménagements, permettant de mettre en valeur, en cumulé: (i) 2 424 ha de bas-fonds rizicoles (+1 488 ha depuis la dernière supervision), soit 100% des 2 259 ha aménagés plus 165 ha de bas-fonds ayant bénéficié d'une seconde dotation en intrants en 2017 pour cause de aléas pluviométriques; et (ii) 41 ha de périmètres maraîchers (+37 ha par rapport à la dernière supervision soit 100% des périmètres maraîchers aménagés) pour un décaissement total de 375,85 millions FCFA. La mise en valeur, via le crédit d'intrants, accompagne ainsi de manière cohérente la dynamique d'aménagement. Le total des décaissements du FA s'élève à 1,304 milliards FCFA au 31 mars 2018.

Composante 3. Structuration des acteurs et mise en réseau. En matière d'alphabétisation fonctionnelle: (i) 28 794 personnes au total ont bénéficié de formations techniques spécifiques (FTS), soit 58,7% de la cible globale du Projet (+60% par rapport à la dernière supervision); (ii) 345 centres d'alphabétisation selon la "formule enchaînée" (alphabétisation en 90 j.) ont été ouverts; (iii) 12 bibliothèques ambulantes ont été mises en place au titre de la post-alphabétisation, soit 50% par rapport à la cible globale du Projet. En matière d'IEC: (i) la stratégie d'intervention, 3 plans d'actions et 3 ateliers régionaux de cadrage regroupant les opérateurs régionaux, les CRA et les CVD ont été réalisés; (ii) 1 546 points focaux ont été identifiés au niveau de 773 villages; (iii) 764 points focaux de 382 villages ont été formés au cours de 31 sessions, 934 points focaux (447 villages) sont prévus d'être formés au cours du 3ème trimestre; (iv) des séances d'animation ont été réalisés par les points focaux sur les principaux thèmes suivants: prévention contre le paludisme, hygiène et assainissement, lutte contre l'utilisation abusive des pesticides. Les activités d'appui aux OR ont démarré avec l'élaboration de plans de développement pour 76 OR et le financement de 91 MP inscrits dans les plans de développement de 31 OR. L'appui institutionnel a consisté: (i) dans le renforcement des capacités techniques et opérationnelles et des CRA et la Chambre nationale d'agriculture (CNA) pour remplir leur fonction de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD); (ii) l'appui aux CVD (formation des membres et fourniture de kits pour leur fonctionnement); (iii) le renforcement des moyens de travail des STD pour assumer les fonctions régaliennes.

Sur le plan qualitatif: (i) la formule enchaînée a donné de meilleurs résultats que les FTS en termes d'aptitudes des apprenants à lire, écrire et calculer (ii) l'élaboration de plans de développement ont permis aux OR d'avoir une meilleure visibilité sur leur planification à moyen terme; (iii) le suivi des activités et le respect des procédures administratives ont été nettement améliorés au niveau des CRA; (iv) les activités d'IEC, engagées tardivement, n'ont pas fait l'objet d'évaluation formelle.

Projet FEM-PAI/Neer-Tamba. Lancé en avril 2017, la mise en œuvre effective des activités du projet FEM a commencé en octobre 2017 et leur niveau de réalisation est globalement insuffisant. Le taux d'exécution physique du PTBA 2017 est de 62,5% et celui de 2018 est de 16,6% au 31/05/2018. Les retards enregistrés dans l'élaboration des protocoles avec les différents partenaires, la lenteur du processus de passation des marchés ainsi que le retard du recrutement et de la mobilisation du personnel additionnel au niveau de l'UGP (un responsable de suivi environnemental, l'assistant en SE et un gestionnaire comptable recrutés en octobre 2017) ont retardé la mise en œuvre du projet FEM et ont eu un impact considérable sur son déroulement.

Compte tenu de cela, le taux de réalisation du PTBA 2017 est jugé moyennement satisfaisant alors que celui de 2018 est jugé insuffisant. A ce niveau il est essentiellement prévu des activités préparatoires, ce qui rend le PTBA peu ambitieux, notamment en ce qui concerne la réalisation des aménagements qui n'est programmée qu'à partir de 2019. Les activités mises en œuvre au 31/05/2018 ont porté sur la signature des protocoles d'accord avec les partenaires opérationnels, l'élaboration des TdR, la préparation des dossiers et des études techniques, les formations des facilitateurs sur l'approche "Analyse et développement des marchés - ADM" (<http://www.fao.org/forestry/enterprises/fr>) ainsi que l'appui institutionnel et le renforcement de capacités au profit des différents partenaires, notamment la CNA, la CRA du Nord, le SE-CNSA, le SP-CPSA, l'ONDD et la DGEVCC. La mise en œuvre devrait accélérer durant le deuxième semestre une fois tous les TdR validés.

Le projet FEM est intégré au projet Neer-Tamba et intervient au niveau de ses quatre composantes. Depuis 2018, les deux projets disposent d'un PTBA commun. L'intégration du cadre logique du FEM-PAI avec celui du Neer-Tamba ainsi que l'harmonisation et la synchronisation du manuel de suivi-évaluation sont actuellement en cours de réalisation.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Overview and Project Progress		
version amendée du manuel d'exécution du Projet	UGP, CRA	09/2018
Soumettre à la NO du FIDA la version amendée du manuel d'exécution du Projet conformément aux réorientations stratégiques de la RMP		

E. Project implementation

a. Development Effectiveness

Effectiveness and Developmental Focus

Effectiveness

Rating: 4

Previous rating: 3

Justification of rating

Malgré d'importants retards dans la mise en place de certains types d'aménagements (périmètres maraîchers, digues filtrantes, demi-lunes) et dans le déploiement de l'appui-conseil pour leur valorisation (juin 2017), le lancement tardif des campagnes d'alphabétisation (mars 2018) et d'IEC (mai 2018), la Mission estime que le Projet, moyennant une simplification de ses activités et son dispositif de mise en œuvre devrait pouvoir atteindre ses objectifs. Pour obtenir des effets et impacts significatifs, l'UGP devrait concentrer ses efforts sur les activités ayant le meilleur effet de levier sur l'augmentation et la sécurisation de la production et des revenus des ménages touchés.

Log-Frame Analysis & Main Issues of Effectiveness

L'atteinte de l'objectif du Projet qui est d'améliorer les conditions de vie et les revenus des populations cibles est en bonne voie malgré les difficultés rencontrées. Les bénéficiaires ont une meilleure maîtrise de l'eau et du capital foncier. L'objectif quantitatif de l'investissement phare du Projet devrait être atteint avec plus de 2 259 ha de bas-fonds déjà aménagés/réhabilités (soit 37,8% de la cible globale) avec les projections suivantes: 59% des aménagements terminés d'ici fin 2018, 84% fin 2019 et 105% fin 2020. En outre, 3 218 ha de zaï ont été réalisés (soit 58% de la cible à atteindre), et 3 523 ha de cordons pierreux soit 64% de l'objectif global. Les données sur les résultats des deux dernières campagnes agricoles font état d'une augmentation importante des superficies emblavées (+174% pour le mil; +45% pour le sorgho et +35% pour le riz), les productions ont également augmenté (+137% pour le mil; +38% pour le riz) sauf pour le sorgho (-5,3%) et permettent d'atteindre 20% des objectifs pour le riz et 48% pour le sorgho. Au niveau de la productivité, les résultats restent en deçà des attentes à cause d'un accompagnement insuffisant des bénéficiaires et des aléas pluviométriques.

Au niveau de la sécurisation du capital foncier, 183 ententes foncières ont été signées au niveau des bas-fonds. Bien que le Projet ne dispose pas encore de données sur la sécurité alimentaire, on note tout de même que la production issue des aménagements est auto-consommée à 91%, ce qui laisse entrevoir un meilleur accès des ménages aux denrées de base. Ainsi les dépenses d'achats de vivres sont passées de 79% à 73%.

Le financement de 1 278 MP (soit 64% de la cible) a certainement renforcé les capacités de production et de gestion des petits producteurs. Il a permis la création d'emplois en particulier dans la transformation avec en moyenne 1,5 personne employée par MP et ce, en majorité des femmes (1,4 femme). Mais la question de leur durabilité reste entière, puisque 38% des promoteurs ne pensent pas redémarrer un nouveau cycle à la clôture de leur MP contre 32% de réponses positives et dans de nombreux cas, les MP se limitent au financement d'activités ponctuelles qui ne s'inscrivent pas dans une logique entrepreneuriale.

Selon l'enquête sur les effets du Projet réalisé par l'UGP (2018), le bénéfice par bénéficiaire est estimé à 102 300 FCFA pour les bénéficiaires de MP et 84 882 FCFA pour les bénéficiaires d'aménagements. Ces premières données disponibles devront être affinées et renforcées par d'autres enquêtes.

Au niveau des risques et hypothèses, les ententes foncières mises en place pour sécuriser les investissements ont une valeur sociale, les services fonciers ruraux/commissions foncières villageoises qui devraient pouvoir enregistrer ces arrangements (prêts et locations de terres rurales, autorisations temporaires de mise en valeur, etc.) ne sont pas toujours déployés dans la zone d'intervention du Projet. Les risques liés au faible niveau de structuration des filières et des OP, à l'accès difficile aux marchés et à la faiblesse des infrastructures de transport restent forts. Un risque qui n'avait pas été identifié à la conception est celui de l'orpaillage, une activité en plein développement qui perturbe la mobilisation de certaines populations. Ainsi, dans certains villages, hommes, femmes et en particulier les jeunes abandonnent les activités agricoles pour s'adonner à l'orpaillage, laissant miroiter des revenus plus substantiels.

Development Focus

Targeting and Outreach

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Depuis la dernière mission de supervision, le Projet a poursuivi ses efforts en déployant sur le terrain l'approche de ciblage développée depuis juillet 2017 qui garantit un meilleur ciblage sur les zones vulnérables à l'insécurité alimentaire ainsi qu'un recentrage des activités autour des aménagements afin de limiter le saupoudrage des investissements, et augmenter l'efficacité et l'impact du Projet. Cette stratégie a été diffusée auprès des partenaires au cours de trois ateliers régionaux et 86 ateliers communaux d'information. Cette opérationnalisation qui commence tout juste à porter ses fruits permet un saut qualitatif important et justifie donc l'amélioration de la notation d'un point.

Main issues

La Mission note avec satisfaction le déploiement et l'opérationnalisation de la stratégie de ciblage axée entre autres sur: (i) la définition de communes vulnérables au sein de la zone d'intervention; (ii) la définition de critères de vulnérabilité et de quotas en faveur des femmes et des jeunes dans la sélection des bénéficiaires (ciblage intra-communautaire); (iii) la prise en compte des potentiels économiques et agricoles; et (iv) le déploiement des activités du Projet autour des aménagements pour une meilleure articulation des investissements et dans l'optique d'une réduction de leur coût de suivi.

Le développement d'un SIG grâce à l'appui d'un consultant, d'un stagiaire en SIG et en partenariat avec l'ONG AKVO permet maintenant de géo-localiser les différents appuis du Projet. L'utilisation de cartes assortie d'une note d'orientation sur le ciblage, l'organisation d'ateliers-bilans et la révision du manuel du FA ont permis de mieux guider les acteurs du Projet en particulier les CPS/CAP dans le processus de sélection des bénéficiaires, ainsi que les rédacteurs locaux et les PAMO-MP en charge de l'identification des MP.

Il faut néanmoins apporter les améliorations suivantes: (i) conserver la liste des communes vulnérables jusqu'à la fin du Projet; (ii) et visualiser des zones de concentration des activités à l'aide de l'outil cartographique.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Development Effectiveness		
aménagements présents dans les communes vulnérables Concentrer tous les appuis autour des aménagements présents dans les communes vulnérables identifiées par la stratégie de ciblage et ce jusqu'à la fin du Projet. immédiat et continu	RSE, RCA, RCEA, CRA	06/2018

Gender equality & women's participation

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Le Projet touche actuellement un total de 75 667 femmes soit 49% des bénéficiaires par rapport à une cible de 58%. Des efforts sont donc nécessaires pour atteindre la cible totale de 153 000 femmes d'ici la fin du Projet. La participation des femmes est toujours satisfaisante au niveau des bénéficiaires. Elle est de 46% au niveau des aménagements, 60% dans les MP, 62% au niveau de l'appui-conseil et 61% pour l'alphabétisation.

Main issues

Les femmes sont assez bien représentées dans les structures qui ont été mises en place par le Projet notamment les COGES et les APD (50%) et les points focaux IEC (50%) à l'exception des rédacteurs endogènes (22%), des points focaux des ministères/STD (8%), des cadres techniques régionaux des CRA où aucune femme n'a été recrutée et de l'UGP qui ne compte qu'une femme de niveau cadre et seulement 6 femmes sur un personnel total de 27 personnes. Elles sont aussi sous-représentées au sein des CPS (28%) et des CAP (18%), structures préexistantes au Projet.

Les efforts du Projet ont permis d'améliorer l'accès des femmes au foncier (48% des femmes dans les bas-fonds et presque 100% dans les périmètres maraîchers), ce qui est très positif par rapport à leur accès très limité sur le plan national. La mobilisation des jeunes dans les activités du Projet reste encore un défi.

Le Projet a également répondu de manière pro-active à la problématique du genre à travers:

- le déploiement d'une campagne d'alphabétisation afin de réduire les différences d'accès à l'éducation entre les hommes et les femmes. En effet, l'enquête du projet sur les effets montre que les hommes sont plus de 64% à avoir eu accès au primaire contre 36% de femmes et plus de 57% d'entre elles n'ont aucun niveau d'instruction;
- la capitalisation d'une co-innovation portant sur la mise en place d'un dispositif organisationnel de gestion de matériel agricole collectif par les femmes dans la région de l'Est;
- le lancement d'un pilote pour la mise en place d'un système d'exhaure solaire au niveau des périmètres maraîchers, qui réduira la pénibilité du travail pour les femmes; et
- la mobilisation de deux stagiaires dont l'un pour étudier les dynamiques de l'accès des femmes aux bas-fonds aménagés dans la région du Nord et l'autre pour évaluer l'utilisation des foyers améliorés à base de matériaux locaux face à la rareté du bois énergie dans le Centre-Nord.

L'arrivée, courant 2018, d'un spécialiste genre et ciblage pour l'ensemble du Programme-pays permettra: (i) de mieux outiller le Projet pour la prise en compte des dynamiques sociales et des besoins spécifiques de ces groupes cibles; et (ii) de développer une stratégie pour leur inclusion.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Development Effectiveness		
désagrégation des données Systématiser la désagrégation des données (homme, femme, jeune) sur les bénéficiaires.	RSE	09/2018

Agricultural Productivity

Rating: 3

Previous rating: 3

Justification of rating

L'augmentation de la production est essentiellement due aux travaux d'aménagement de bas-fonds rizicoles et de CES/DRS sur les hautes terres. Cependant les rendements dans les bas-fonds ont faiblement progressé et même régressé sur les hautes terres, au cours de la dernière saison pluvieuse 2017 comme le révèle l'étude d'effets réalisée par l'UGP début 2018. Si le déficit de précipitations peut en bonne partie expliquer ces mauvais résultats, la faible consistance de l'appui-conseil est aussi en cause. En ce qui concerne les périmètres maraîchers, les surfaces aménagées restent marginales et ne concourent pas encore à l'augmentation de la production attendue.

Main issues

L'augmentation de la production résulte à la fois de l'augmentation des superficies aménagées et de l'augmentation des rendements grâce à une mise en valeur adéquate de ces dernières.

L'aménagement des bas-fonds et des terres hautes a suivi un rythme de progression tout à fait satisfaisant mais les rendements restent fortement tributaires du régime des pluies. En cas de déficit des précipitations, comme ce fut le cas en 2017, les rendements restent médiocres malgré les efforts réalisés. Les aménagements qui souffrent d'un retard de mise en place sont: (i) les demi-lunes qui réclament beaucoup de travail en particulier pour l'apport de matière organique; (ii) les digues filtrantes qui demandent des compétences techniques particulières que les STD n'ont pas toujours mais que les PAMO-A semblent maîtriser; et (iii) les retards dans la passation des marchés et du manque de compétences des tâcherons en matière de fonçage de puits. Le Projet a revu le concept des périmètres maraîchers en adoptant notamment le système d'alimentation en eau par forage avec pompe solaire.

Concernant la mise en valeur, si la mise à disposition des intrants et des équipements a bien été réalisée auprès de tous les bénéficiaires d'aménagements (à l'exception des CES/DRS et des bas-fonds réhabilités en 2015), ces derniers n'ont en revanche pas toujours été accompagnés en matière de formation et d'appui-conseil. En effet, le dispositif actuel d'intervention des 13 OAC montre des lacunes dans les thématiques abordées et la couverture des bénéficiaires (notamment à cause du retard de leur entrée en fonction). En outre, la diversité des informations techniques diffusées par une multiplicité d'acteurs (STD, OAC, PAMO-MP) ne facilite pas la compréhension par les bénéficiaires.

Nutrition

Rating: 3

Justification of rating

Des augmentations de production sont observées ou attendues dans tous les aménagements (bas-fonds, périmètres maraîchers et terres hautes). Cette disponibilité accrue vise d'abord à satisfaire les besoins nutritionnels, en termes quantitatifs et qualitatifs, des ménages bénéficiaires. Une plus grande disponibilité en eau permet de diversifier les cultures (maïs, arachide) et d'améliorer ainsi l'offre nutritive. Les jardins nutritifs collectifs et de nombreux MP, notamment en matière d'élevage, contribuent aussi à enrichir et diversifier les apports nutritionnels. Enfin la nutrition figure parmi les thématiques identifiées avec les populations dans le cadre de la mise en œuvre du volet IEC.

Adaptation to Climate Change

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Les interventions du Projet, notamment sur les aménagements et les MP, contribuent à l'adaptation au changement climatique. Des activités telles que le compostage, la micro-irrigation, l'utilisation de variétés à cycle court et la promotion des activités génératrices de revenus et respectueuses de l'environnement permettent d'améliorer la résilience et la capacité d'adaptation des populations et des écosystèmes aux changements climatiques qui affectent particulièrement la région du Nord.

Main issues

La production de fumier dans les MP d'élevage et de la fabrication de compost (promue par les OAC), la production accélérée de fumure organique à base de Compost plus promue par Green Cross contribuent à augmenter l'utilisation de fumure organique sur les terres qui, non seulement améliore leur fertilité mais aussi leur capacité de rétention d'eau,

concourant ainsi à une meilleure résilience des sols et des plantes face au changement climatique. Des activités de renforcement de capacités sur la gestion des eaux usées ont également été réalisées et des techniques de réutilisation des eaux ont été appliquées au niveau de certains MP pour la production de compost.

Plusieurs thématiques de co-innovation paysanne promues par AGRINOVIA visent à promouvoir des techniques résilientes face au changement climatique tout particulièrement: (i) la plantation d'*Andropogon gayanus*, en remplacement des moellons rocheux parfois rares, qui favorise la création de bandes enherbées fixant les eaux et le sol; (ii) l'utilisation de variétés précoces de sorgho pour éviter les aléas des précipitations en fin de saison; et (iii) l'utilisation des foyers améliorés pour parer à la raréfaction du bois énergie.

La promotion du pompage solaire et de la micro-irrigation constitue un bon moyen d'adaptation aux aléas climatiques. Cette technologie va renforcer la résilience des populations et des écosystèmes au changement climatique et permettre une utilisation efficiente et rationnelle des ressources en eau.

De plus, pour s'adapter aux poches de sécheresse récurrentes au niveau des bas-fonds, le Projet a prévu une irrigation complémentaire à partir des petits bassins de collecte des eaux de ruissellement. Ces petites retenues réalisées en amont des bas-fonds permettent de sécuriser les cultures en cas de besoins en eau. Cette disposition est intégrée dans les schémas d'aménagement finaux de tous les bas-fonds étudiés.

En ce qui concerne la campagne de renforcement du couvert végétal, des plantations ont été réalisées avec des espèces locales (*Acacia senegal*, *Acacia nilotica* et *Prosopis juliflora*) adaptées au contexte de changement climatique. Par ailleurs, un mécanisme de suivi des plants pour assurer un taux de réussite satisfaisant a été mis en place sur chaque site.

D'autres pratiques d'adaptation au changement climatique ont été notées, notamment la technique du paillage au niveau de certains périmètres maraîchers. Elle permet de protéger les sols contre l'érosion, améliorer leur fertilité et assurer une meilleure conservation de l'humidité.

Au niveau de la région du Nord, la résilience et les capacités d'adaptation des bénéficiaires seront renforcées grâce aux interventions prévues avec le financement du FEM-PAI. Ces dernières consistent en la mise à l'échelle des technologies de CES/DRS, la restauration des terres par des techniques mécaniques et biologiques, la diffusion de la régénération naturelle assistée (RNA) au niveau des sous-bassins versants, et la promotion d'entreprises génératrices de revenus respectueuses de l'environnement et portant sur l'exploitation/préservation des PFNL et/ou utilisant des énergies renouvelables.

b. Sustainability and Scaling up

Institutions and Policy Engagement	Rating: 3	Previous rating: 4
---	------------------	---------------------------

Justification of rating

Le Projet ne compte pas d'activités directement liées au dialogue politique, mais sa mise en œuvre soutient la réorientation des principes d'intervention dans le secteur agricole recentrant les interventions des institutions étatiques sur les missions régaliennes et déléguant les activités d'appui et de conseil aux producteurs, aux CRA et aux OR. Le Projet apporte un appui institutionnel non négligeable aux différents acteurs (STD, CRA, OR, CVD) pour leur permettre de jouer leurs rôles. Des appuis institutionnels sont aussi apportés au SE/CNSA, à l'ONDD et au SP/CPSA dans le cadre du financement FEM.

Main issues

Le Projet a appuyé la CNA dans l'élaboration d'un avant-projet de loi organique sur les CRA qui vise en autres à assurer aux CRA les ressources financières nécessaires pour pouvoir remplir leurs missions. Malgré le renforcement de capacités apporté par le Projet aux CRA, il faut noter que ces dernières ne pourront mener de manière viable leurs activités que si elles disposent de ressources propres, garanties par des dispositions légales et réglementaires.

Partnership-building	Rating: 5
-----------------------------	------------------

Justification of rating

Conformément au DCP, le Projet a engagé des partenariats avec plusieurs structures publiques, professionnels et privées pour la mise en œuvre des activités. Ces partenariats sont conformes à l'approche d'intervention initialement adoptée, à savoir que le Projet appuiera la construction de relations durables de partenariat entre acteurs-clés, autonomes et pérennes. Cette approche est cohérente avec les orientations stratégiques adoptées par l'Etat burkinabé, décrites dans le paragraphe précédent et visant une pérennité plus grande des actions après projet

Main issues

Des partenariats ont été conclus avec: (i) des institutions publiques (STD, DGFOMR, ONF, SONATER, SP/CPSA, SE/CNSA, ONDD, DGEEVCC); (ii) des organisations professionnelles (CRA et CNA), les CRA assurant pour le compte de l'Etat la MOD des activités des composantes 2 et 3 du Projet; et (iii) deux conventions avec le secteur privé pour la promotion de techniques innovatrices en matière de développement agricole. Ces partenariats ont été formalisés par des conventions détaillées en matière de missions, responsabilités, droits et obligations.

Le principal partenariat conclu par le Projet est celui avec les CRA. Lors des rencontres que la Mission a tenues avec les responsables et agents des CRA, ceux-ci ont globalement exprimé leur satisfaction sur le partenariat, bien que persistent des difficultés en termes de: lourdeur de mise en œuvre et des procédures administratives, coordination entre acteurs, disponibilité de fonds liés à des retards de justification des avances reçues. Le fait que les CRA ne disposent ni de personnel technique ni de fonds propres, pénalise l'efficacité et l'efficience de ce partenariat et pose de sérieux doutes sur la capacité des CRA à assurer les mêmes services après retrait du Projet.

Le partenariat avec les STD porte sur le renforcement de leurs capacités à assurer leurs attributions régaliennes. Les problèmes soulevés par les STD concernent essentiellement des insuffisances en matière de communication entre les divers opérateurs et acteurs, malgré les réunions de coordination mensuelles mises en place.

Dans le cadre de la composante 1, le partenariat avec la SONATER a permis d'accélérer significativement les procédures de passation de marchés. Le partenariat avec la Maison allemande et l'ONG IDE permet d'introduire des innovations respectivement en matière de système de pompage solaire et de micro-irrigation. Dans le domaine foncier, le partenariat avec la DGFOMR et l'ONF a permis l'élaboration d'une stratégie de sécurisation foncière et d'un guide en matière de négociation d'entente foncière en milieu rural, la diffusion des textes et lois en matière foncière et la capitalisation de bonnes pratiques.

Dans le cadre de la composante 2, le partenariat avec AGRINOVIA a permis d'accompagner des activités de co-innovation. Ces activités ont mobilisé 554 agriculteurs et retenu 7 pratiques qui ont fait l'objet de fiches de capitalisation. L'évaluation des effets de ce partenariat (reprise des pratiques innovantes dans l'accompagnement mené par les OAC et adoption par les producteurs) n'a toutefois pas encore été conduite. Le partenariat avec Green Cross a permis de sensibiliser 1 905 producteurs qui ont été appuyés pour la production de 1 754 t de compost. Toutefois, après la phase de démonstration, il semblerait qu'aucun producteur n'ait continué à produire du compost à ses frais. Il revient à Green Cross de bâtir un modèle économique durable avec ces producteurs.

Human and Social Capital and Empowerment

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Le Projet a réalisé de nombreuses formations, réunions et ateliers de sensibilisation. Pour renforcer le capital social, le Projet a formé et accompagné divers types d'organisations (CVD, COGES, groupements de producteurs, unions de producteurs). Les nombreux opérateurs impliqués dans le renforcement des capacités des populations bénéficiaires les accompagnent de manière régulière en matière de formation et de conseil.

Main issues

Le Projet a renforcé les capacités des bénéficiaires sur de nombreuses thématiques techniques et de gestion des exploitations, des MP et des ressources naturelles. Bien que le nombre total de bénéficiaires des appuis en renforcement de capacités soit biaisé en raison de doubles comptages, on peut donner, à titre indicatif, les chiffres suivants qui soulignent l'effort remarquable fait par le Projet en matière de formation: 28 794 personnes en cours d'alphabétisation; 764 points focaux (jeunes hommes et femmes du village) formés en IEC; 3 067 membres de CVD; 1 354 membres de COGES; 1 250 personnes en gestion des infrastructures; 9 712 personnes appuyés par les OAC; 20 000 personnes en gestion des ressources naturelles. Par ailleurs, un important capital humain a été constitué dans la zone par le biais des paysans aménagistes, des paysans-relais pour l'appui-conseil (champs-écoles, parcelles de démonstration) et des rédacteurs endogènes de MP. Toutes ces actions, renforcées par des appuis matériels, facilitent l'autonomisation progressive des bénéficiaires. Toutefois, une évaluation des formations en termes de taux d'adoption des enseignements et de résultats économiques qui en résultent reste à faire.

Concernant l'organisation socio-économique des groupes cibles, le Projet a renforcé l'organisation socio-économique des groupes cibles grâce à: l'installation ou la redynamisation de 152 COGES; l'élaboration de plans de développement pour 76 unions de groupements de producteurs; le financement de 91 actions en faveur de 31 unions. Toutefois, peu d'OP arrivent aujourd'hui à se conformer aux exigences de l'acte OHADA, d'où la nécessité d'intensifier le renforcement de leurs capacités en matière de réglementation, de gestion, et d'exercice de leurs fonctions économiques. Un diagnostic de ces organisations devra être effectué fin 2018 pour apprécier les progrès accomplis dans ces domaines.

Quality of Beneficiary Participation

Rating: 5

Previous rating: 4

Justification of rating

La bonne participation des bénéficiaires à toutes les phases d'identification, de planification, de mise en œuvre et d'évaluation des activités menées dans le cadre du Projet est manifeste dans toutes les composantes.

Main issues

Dans le cadre des activités CES/DRS, les travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) impliquent une forte participation des bénéficiaires. Leur contribution en 2017 a été évaluée à 190,2 millions FCFA, soit 106 % des prévisions.

La mise en œuvre des MP selon une approche à la demande, entraîne une forte participation des promoteurs de MP. Ils sont largement impliqués dans la préparation des avant-projets et participent à hauteur de 10% au budget total du MP. Seuls 23 promoteurs sur 1 278 (1,8%) n'ont pas payé in fine leur contribution. Il faut signaler que certains MP dits collectifs sont en fait accaparés par un seul porteur, les autres promoteurs servant de prête-nom.

La composante 3, par essence, touche beaucoup de personnes et entraîne, en particulier pour l'alphabétisation, une participation et une assiduité intensives des apprenants.

Responsiveness of Service Providers

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

D'une façon générale, les prestataires de services remplissent leur mission conformément à leurs termes de référence (TdR) et répondent de manière globalement satisfaisante à la demande des bénéficiaires. Les PAMO-A assurent une présence effective au niveau provincial. Les PAMO-MP et les OAC sont présents sur le terrain et s'acquittent bien de leurs tâches, avec toutefois quelques insuffisances au niveau administratif. Les prestations des opérateurs d'alphabétisation et des opérateurs IEC ont commencé très tard. Toutefois des insuffisances subsistent en matière de communication, rapportage et appréciation des résultats.

Main issues

La présence des PAMO-A à l'échelle provinciale facilite le suivi à pied d'œuvre des travaux et permet d'apporter dans des délais réduits des solutions aux problèmes techniques des chantiers avec une meilleure assurance qualité des ouvrages. Ils assurent un meilleur suivi des prescriptions techniques. Les autres bureaux d'études ont livré dans les délais convenus les rapports des études APS, APD et DAO des 1 025 ha de bas-fonds de type PAFR qui ont fait l'objet d'une revue qualité qui a permis de recruter les 12 PME de travaux au niveau des 3 régions. Une première évaluation de leur prestations devrait suivre afin d'examiner le respect des contrats en termes de mobilisation du personnel, des moyens logistiques et surtout de la qualité des prestations rendues dans la gestion des chantiers et la formation des bénéficiaires et autres acteurs.

Les PAMO-MP semblent assez présents auprès des promoteurs de MP qu'ils suivent comme l'attestent les cahiers de visite. Selon les quelques entretiens menés par la Mission, leur accompagnement est apprécié par les promoteurs. Toutefois, les CRA ont fait remonter des avis plus mitigés quant à la qualité du travail de suivi des PAMO-MP. A cet effet, les PAMO-MP ont fait l'objet d'une évaluation en février 2018 qui a été jugée satisfaisante dans son ensemble. Une vigilance est toutefois à maintenir. Les OAC semblent fournir un travail de qualité sur le terrain, mais leurs interventions sont peu coordonnées. Aucune donnée sur les effets concrets de leurs prestations n'est disponible pour le moment. Sur le plan administratif, la qualité des pièces justificatives et le retard des rapports d'activité fournis par les PAMO-MP et OAC demeurent des points faibles.

Concernant les opérateurs d'alphabétisation, des insuffisances subsistent en matière de non-respect des canevas de rapportage transmis à l'UGP, de communication entre ces opérateurs et les CRA, d'irrégularités dans la transmission des rapports de formation, de lenteur dans le démarrage de l'activité de mise en place des bibliothèques ambulantes. Pour ce qui est des opérateurs IEC, les activités de diversification des canaux et supports de communication (émissions radio, vidéos communautaires, troupes théâtrales) n'ont été pas engagées.

Environment and Natural Resource Management

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Les interventions du Projet ont globalement des impacts positifs sur l'environnement et contribuent à la gestion participative des ressources naturelles. Des bonnes pratiques ont été observées au niveau des sites aménagés et des périmètres maraîchers. Les formations réalisées par la DREEVCC sur la bonne utilisation des produits phytosanitaires contribuent à la protection de l'environnement. Cependant, au niveau des MP appuyés par le Projet, 17% seulement (220 MP) ont comme objet premier la mise en œuvre de mesures environnementales.

Main issues

Les bénéficiaires du Projet ont été formés et mettent en œuvre des bonnes pratiques agricoles. De plus, plusieurs MP portent sur la création de pépinières et/ou la plantation d'espèces arborées telles que le baobab, le Moringa, l'acacia et contribuent ainsi à la reforestation du milieu rural généralement à proximité des habitations. En outre, l'utilisation rationnelle et durable des PFNL est aussi encouragée par de nombreux MP qui valorisent les fruits du karité, du balanites, du néré et le miel.

Les travaux d'aménagements CES/DRS ne devraient pas se focaliser sur des types de dispositif CES/DRS mais sur des objectifs de superficies aménagées ou réhabilitées quel que soit la technique employée.

La sensibilisation sur la bonne utilisation de produits phytosanitaires et la gestion de leurs emballages devrait avoir un effet important sur l'éducation des ménages ruraux en matière de santé et d'environnement.

Au niveau des aménagements maraîchers, la pose des clôtures grillagées est faite sur l'ensemble des sites avec un total de 16 400 ml de clôture pour 41 ha de périmètres répartis sur 32 sites. Avec la végétalisation des clôtures grillagées, la protection de ces périmètres contre la divagation des animaux sera assurée et les grillages posés seront utilisés pour l'extension des périmètres, souvent demandée. De plus, une première campagne de renforcement du couvert végétal au niveau de chaque site de bas-fonds aménagé a été entamée afin de compenser les pertes engendrées par la mise en œuvre des activités d'aménagement sur 36 sites de bas-fonds.

Au total, 58 349 plants ont été mis en terre pour la protection des bas-fonds aménagés ou la constitution de plantations villageoises (voir détails dans le chapitre adaptation au changement climatique).

La prise en compte des aspects relatifs à l'environnement et la gestion des ressources naturelles au niveau du Projet devrait encore se renforcer avec la réalisation des activités sous financement FEM, notamment à travers le financement des MP environnementaux (utilisation de l'énergie renouvelable, exploitation/préservation des PFNL) et la mise à l'échelle des technologies de CES/DRS.

Exit Strategy	Rating: 4	Previous rating: 4
---------------	-----------	--------------------

Justification of rating

Un document provisoire de stratégie de désengagement (28/4/2018) est disponible. Ce document est très long, ce qui brouille un peu sa lisibilité et sa facilité d'utilisation comme outil de mise en œuvre du désengagement progressif du Projet. Il insiste avec raison sur le renforcement de capacité des différents acteurs, les étapes administratives à respecter pour le désengagement, mais n'analyse pas assez: (i) les activités d'appui essentielles qui devraient continuer d'être apportées aux bénéficiaires; et (ii) quels acteurs devraient les apporter après le départ du Projet. La version finale du document gagnerait à être présentée davantage sous forme de guide pratique, intégrant aussi les actions indispensables après projet qui en garantiront les acquis.

Main issues

La logique qui a sous-tendu la formulation du Neer-Tamba était d'appuyer la construction de partenariats entre acteurs clé autonomes et pérennes (Etat, collectivités territoriales décentralisées et déconcentrées, acteurs privés, etc.) à travers l'émergence et le renforcement des CRA. Dans cette optique, une partie de l'exécution des appuis du Projet a donc été confiée aux CRA à travers une MOD pour éviter que la mise en œuvre des activités se fasse sous la houlette d'une structure de facto non pérenne. En fonction du développement et des performances de chaque CRA, l'exécution d'activités supplémentaires devait leur être progressivement transférée.

La Mission a constaté que les CRA, bien qu'elles aient été bien renforcées, sont encore faibles et ne disposent pas de capacités humaines et financières sur le long terme. Bien qu'un projet de loi existe pour leur permettre de se financer, aucun décret d'application n'est en vue. Face à ce constat, il semble difficilement envisageable de confier des activités d'accompagnement des producteurs aux seules CRA.

L'émergence d'un réseau d'acteurs autonomes capables de dynamiser de façon pérenne le secteur rural se heurte également aux faibles capacités tant humaines que financières disponibles au niveau public ou privé et ce à tous les échelons (national, régional, provincial, départemental, communal) et pour chaque type d'acteurs (STD, OP et leur faïtières, OAC, etc.). En effet, la plupart de ces acteurs ont peu de ressources propres et dépendent en permanence de projets et programmes de développement pour mener à bien leurs mandats, ce qui ne permet pas de garantir un appui régulier dans le temps.

Face à ce constat, le Projet a repensé sa stratégie initiale de désengagement afin que les investissements du Projet soient les plus durables possibles. Les pistes suivantes, certaines évoquées dans le document provisoire de stratégie de désengagement méritent d'être affinées:

- intensifier le renforcement des capacités des bénéficiaires afin qu'ils soient les plus autonomes possibles à la fin du Projet et les impliquer davantage dans les processus d'acquisition des intrants et petits équipements;
- renforcer l'appui à la structuration et professionnalisation des OP;
- faire émerger au niveau des CRA un leadership dans le plaidoyer pour l'adoption des décrets d'application de la loi agrosylvopastorale, garantissant des ressources financières propres aux CRA;
- développer et formaliser un réseau d'appui-conseil de proximité dans le cadre de la stratégie nationale de vulgarisation;
- intégrer les collectivités territoriales dans le dispositif de pérennisation des acquis du Projet;
- développer les capacités des OR à proposer, par filière, des services d'appuis de qualité à leurs membres.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Sustainability and Scaling Up		
stratégie de désengagement Finaliser la stratégie de désengagement dans l'esprit de fournir aux acteurs un guide pratique et un plan d'actions complet sur les étapes du désengagement selon les pistes indiqués ci-dessus.	UGP	07/2018

Potential for Scaling-up

Rating: 5

Previous rating: 4

Justification of rating

La reproductibilité du contenu du Projet à plus grande échelle est à nuancer selon qu'il s'agit d'activités ou d'approches. En effet, si la plupart des activités sont reproductibles dans d'autres zones, les modes opératoires ainsi que le montage institutionnel, louable dans son esprit, montre d'importantes limites en termes d'efficience et ne tient pas compte de la réalité du terrain (rareté de ressources financières et de personnel techniquement compétent). En effet, la pluralité des opérateurs et des structures de mise en œuvre, de suivi et de supervision engendre des problèmes de coordination entre les acteurs et d'harmonisation des messages et conseils en direction des groupes cibles.

Main issues

Le montage institutionnel et les modes opératoires de mise en œuvre des projets ne peuvent être efficaces et donc répliqués que si: (i) les CRA disposent de ressources propres leur permettant d'assurer pleinement leur mission; (ii) le nombre d'opérateurs, de partenaires et de prestataires est réduit pour éviter de surcharger les producteurs et leur délivrer des messages contradictoires.

Concernant les activités: les aménagements hydro-agricoles avec des systèmes économes en eau sont hautement reproductibles, car ils répondent au problème de la rareté de l'eau. Les forages avec pompage solaire, la micro-irrigation ou le système californien sont des réponses appropriées pour améliorer la disponibilité et l'efficience de l'eau d'irrigation et réduire la pénibilité du travail d'exhaure. Les techniques de CES/DRS sont reproductibles à grande échelle par les populations rurales, à condition de fournir une compensation pour la pénibilité (notamment de la collecte, du transport et de la pose des moellons) et le volume de travail nécessaire.

La répliquabilité du modèle de MP développé au sein du Neer-Tamba n'est pas évidente, car: (i) le dispositif d'élaboration, sélection, attribution et suivi des MP est très lourd et coûteux; le suivi limité à un cycle de production, ne permet pas de garantir un effet durable de la dotation financière fournie aux promoteurs de MP; et (ii) le caractère "micro-projet/plan d'affaire" visant à encourager les démarches entrepreneuriales avec une viabilité économique n'est pas intégré.

c. Project Management

Quality of Project Management

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Bien que les cadres de l'UGP soient compétents, proactifs et diligents quant à l'exécution des activités et des recommandations des missions passées et que le Comité de pilotage (CP) joue pleinement son rôle dans l'orientation stratégique de la mise en œuvre du Neer-Tamba, le dispositif d'exécution du Projet est globalement complexe et lourd et représente un frein à l'amélioration qualitative ses interventions. Ceci se traduit comme indiqué plus haut par des taux d'exécution physique et de décaissement en deçà des résultats escomptés à mi-parcours (35% d'exécution physique pour un taux d'exécution financière globale (hors FEM) de 24,6% au 30/04/2018) et la difficulté à avoir une appréciation solide des effets des activités.

Main issues

Etant donné la sélection anticipée des aménagements et MP financés en 2018 par les CAP de 2017, les effets de la stratégie de ciblage ne peuvent pas encore être appréciés dans le cadre de la présente mission de RMP. Cependant, la définition des zones à forte vulnérabilité couplée à des cartes reprenant les interventions géo-référencées offre une image claire sur l'implantation spatiale des réalisations. Pour des raisons évidentes d'efficience et de synergie plus forte entre activités, la Mission recommande de concentrer les interventions du Projet autour des aménagements hydro-agricoles et des aménagements sur les hautes terres pour augmenter durablement, sécuriser et valoriser les productions de ces aménagements. Ceci va permettre de densifier les effets et de contribuer plus significativement à l'atteinte de l'objectif général du Projet par rapport à une trop grande dispersion (approche entièrement à la demande) des activités.

Les effets des interventions financées depuis 2017 ne sont pas documentés, ce qui empêche l'appréciation des résultats et la possibilité d'un pilotage plus fin des activités en fonction des résultats. Afin de pallier à cette lacune, des études

d'effet seront menées annuellement sur la base desquelles une priorisation plus fine des interventions du Projet sera faite afin de pouvoir maximiser les effets et impacts du Projet.

Les solutions apportées par l'UGP à la complexité et la multiplicité des acteurs de mise en œuvre ne contribuent pas toujours à la simplification du montage institutionnel (ex. le recrutement d'assistance technique au niveau de l'UGP pour suivre les OAC recrutés par les CRA). La nécessité de simplifier et réduire le nombre d'acteurs sur le terrain, de réduire les délais et coûts de mise en œuvre demeure une priorité.

Le DCP prévoyait à terme l'intégration de la cellule technique chargée des aménagements (composante 1) dans le Sous-programme "Développement durable de l'hydraulique agricole (PDDHA)" et celles en charge de la mise en œuvre de la 2ème et 3ème composantes ainsi que la coordination et gestion du Projet dans le Sous-programme "Promotion de l'économie agricole (PPEA)" du Programme national du secteur rural (PNSR). Dans l'optique de maintenir la cohésion d'intervention et la dynamique complémentaire entre les composantes du Projet, la Mission recommande de surseoir à ces dispositions et d'inscrire l'entièreté de l'UGP dans un seul Sous-programme.

Dans le cadre du rattachement du Neer-Tamba au Sous-programme PDDHA, le CP du Projet sera remplacé par un Comité de revue, à l'effectif restreint, où tous les projets du Sous-programme seront revus au cours d'une même session. Afin de pallier à une sous-représentation des bénéficiaires du Projet (CRA, OP de base, OP faitière, AMBF, ARBF, microfinance et SPONG) aux sessions du Comité de revue, la Mission recommande la mise en place d'un Comité d'orientation qui examinera les différents projets de PTBA avant leur soumission au Comité de revue et au FIDA. La composition du Comité d'orientation regroupera les membres de l'ancien CP, comme mentionné dans le DCP.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
Pilotage Maintenir le principe du pilotage comprenant des représentants de la profession agricole et de la société civile en mettant en place un Comité d'orientation du Projet qui examinera et validera les PTBA avant leur examen en Comité de revue Sous-programme PDDHA.	MAAH	07/2018
UGP Maintenir l'entièreté de l'UGP sous le même Sous-Programme du PNSR. continu	MAAH	

Knowledge Management

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Depuis la dernière mission de supervision, les activités réalisées en matière de gestion des savoirs sont: (i) la finalisation du recrutement d'un consultant devant accompagner l'élaboration de la stratégie de capitalisation et de gestion des savoirs; (ii) le lancement de la réalisation d'un film documentaire à partir de la banque d'images du Projet; (iii) et la production de 7 fiches de capitalisation. Le Projet ne dispose toujours pas de personnel dédié, mais le nouveau projet (PAPFA), financé par le FIDA au Burkina Faso, prévoit le recrutement d'un spécialiste en gestion des savoirs et communication, qui offrira ses services tant au PAPFA qu'au Neer-Tamba.

Main issues

Le travail du consultant en gestion des savoirs débutera au cours du deuxième semestre 2018. L'objectif de la prestation est d'assurer l'accompagnement des agents du Projet dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de capitalisation de telle sorte que des documents de capitalisation soient disponibles d'ici à l'achèvement du Projet.

Des captures d'images et des vidéos sur les principales activités continuent d'être réalisées et serviront à la production de films dont un sera produit en 2018.

Le Projet continue son apprentissage du processus de co-innovation locale avec l'appui d'Agrinovia. Des activités d'auto-diagnostic, de planification villageoise, de repérage et de caractérisation des innovations ont été réalisées dans trois villages pilotes et ont regroupé les producteurs locaux. 7 innovations locales ont été sélectionnées par les populations pour faire l'objet de co-expérimentation qui ont abouti à la production des 7 fiches de capitalisation.

Les innovations du projet PROFIL, comme le grenier de conservation d'oignons "Tilgr-Baoré", le mécanisme de reconstitution des fonds de roulement et les outils de diagnostic des OR, devraient être diffusées par le Neer-Tamba.

Des fiches techniques et technico-économiques, des manuels de construction, d'utilisation et d'entretien, des fiches de capitalisation pouvant être traduites en différents supports de communication (articles, brochures, fiches d'expérience, etc.) sont disponibles en langues locales. La diffusion de toutes ces innovations devrait être intensifiée.

Justification of rating

La mise en œuvre du projet est relativement efficace bien que le nombre d'opérateurs soit élevé. Les investissements du Projet représentent un rapport qualité-prix modérément satisfaisant. Mais certaines activités du Projet sont mises en œuvre avec certains retards. Le taux de rentabilité économique (TRE) est de 14,1%, largement supérieur au coût d'opportunité du capital, bien qu'inférieur au TRE de la conception (16,7%). Le ratio B/C est de 1,42.

Main issues

Le Projet est relativement robuste par rapport aux variations des coûts et des bénéfices et reste toujours d'un niveau acceptable vu qu'il ne prend pas en compte certains bénéfices directs et indirects. Le taux d'exécution financière total est de 23,8% au 30/04/2018. Bien que le taux global d'exécution ait doublé depuis la dernière mission de supervision (novembre 2017), il demeure faible vu que le Projet est déjà à sa quatrième année de mise en œuvre. Les faibles taux de décaissement sont dus principalement au: (i) démarrage tardif du Projet, au recrutement des responsables des cellules de l'UGP (avril 2015) et les autres membres (juin 2016); (ii) la longueur des procédures de passation de marchés pour le recrutement des prestataires (PAMO-A et PAMO-MP); et (iii) le contexte socio-politique de 2014 et 2015 du pays.

Coherence between AWPB and Implementation

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Les taux d'exécution financière et physique pondéré du PTBA 2018 sont respectivement de 29,65% et 27,39% au 30/04/2018. L'exécution du PTBA 2018 est tout juste satisfaisante compte-tenu du fait que le montant global du PTBA n'est que de 13,5 millions d'USD et devra sans doute être revu à la hausse fin juin si l'on veut garder la même cadence de décaissement qu'en 2017.

AWPB Inputs and Outputs Review and Implementation Progress

Les PTBA connaissent des taux d'exécution financière très satisfaisants depuis le début du Projet avec respectivement 63% en 2015; 84% en 2016 et 104% en 2017. Les taux d'exécution physique s'élèvent à: 69% en 2015, 73% en 2016 et 91% en 2017. Le volume financier des PTBA est également en constante augmentation: 5,3 millions d'USD en 2015; 9,9 millions d'USD en 2016 et enfin presque 17 millions d'USD en 2017.

Depuis le début du Projet, les prévisions du PTBA sont donc cohérentes avec les réalisations. Les activités programmées sont en ligne avec les objectifs physiques à atteindre.

Cependant, si le Projet veut décaisser l'ensemble de ses ressources d'ici son achèvement, le rythme des décaissements doit encore s'accroître. Se pose alors au Projet le défi de garantir la qualité de ses interventions sur le terrain tout en augmentant son programme de travail.

Performance of M&E System

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Le système de SE est opérationnel et la coordination du SE avec les cellules techniques et les partenaires d'exécution du Projet est effective, mais des lacunes dans la collecte et l'analyse systématique des données subsistent. Une 1ère enquête sur les effets a été lancée en janvier 2018 par les cadres de l'UGP et finalisée pour la RMP. Cependant, des efforts supplémentaires doivent être fournis afin de: (i) mieux capter les effets du Projet pour informer la prise de décisions stratégiques à partir d'enquêtes mais aussi par l'exploitation des données déjà disponibles; (ii) poursuivre l'intégration des activités du FEM dans le cadre logique, le cadre de mesures des résultats et le manuel de SE; et (iii) produire des données plus pertinentes et de meilleure qualité.

M&E System Review

Avec le retard pris au démarrage du Projet, les acteurs sont encore focalisés sur la mise en œuvre des activités et l'atteinte des cibles en matière de produits. Deux ateliers bilan-programmation sont organisés annuellement au niveau national avec l'ensemble des partenaires pour faire le bilan des activités et programmer le PTBA. Des rencontres mensuelles au niveau provincial et trimestrielles au niveau régional sont également organisées. Des séances de recyclage sont organisées régulièrement.

La cellule SE doit former et sensibiliser les différentes parties-prenantes sur la nécessité de collecter les données pouvant capter les effets de leurs actions sur leurs cibles et améliorer les outils de collecte conçus à cet effet. Elle ne doit pas limiter la mesure des effets au lancement d'enquêtes thématiques, mais mettre à profit les données existantes collectées par l'ensemble des partenaires et par les cellules techniques de l'UGP.

Ainsi, plus de 70% des MP ont au moins bouclé un cycle de production et de nombreux MP ont été clôturés, mais aucune analyse des fiches de clôture n'a encore été faite, alors qu'elle est cruciale pour informer les instances de sélection des MP et l'UGP quant à l'orientation à donner sur le choix ou les modalités de sélection des MP, afin d'en améliorer la portée socio-économique.

La situation au niveau de l'appui-conseil est similaire: les OAC disposent de comptes d'exploitation pour certains producteurs, leur analyse permettrait de mesurer l'évolution des productions, des ventes, des bénéfices dégagés et les stratégies de conservation et commercialisation mises en place.

De la même manière, des crédits intrants ont été mis à la disposition des producteurs, il serait opportun de mesurer leur taux de reconstitution sur plusieurs campagnes, mieux comprendre les stratégies adoptées et évaluer l'efficacité de l'appui-conseil. Des données sont déjà disponibles au niveau des STD qu'il conviendra d'analyser en premier lieu.

Il en est de même pour mesurer l'appui du Projet aux OR. Sur cette thématique, le projet PROFIL avait établi un outil de diagnostic simple des OR qui pourrait servir de canevas d'évaluation.

Enfin, les CRA devront faire l'objet d'une évaluation externe sur la base du diagnostic établi en début de Projet.

De manière générale, la prochaine enquête thématique devra être orientée vers: (i) des données dont l'UGP ne dispose déjà pas (en particulier pour les MP) et qui renseignent les indicateurs du cadre logique; (ii) la mesure de l'efficacité de l'appui-conseil à travers le taux d'adoption des technologies/techniques et méthodes de gestion diffusées que ce soit au niveau des MP, des aménagements, des OR/OP ou encore le changement de comportement engendré par la participation des ménages aux différentes formations ou sensibilisations; et (iii) la prise en compte des indicateurs FEM et des nouveaux indicateurs du cadre logique validés à l'atelier régional en avril dernier.

Enfin, la cellule SE devra terminer l'opérationnalisation du logiciel DELTA au niveau régional à l'endroit des cadres techniques régionaux en planification des CRA afin de fluidifier la circulation des données entre les deux niveaux.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
analyse de performance des MP. Collecter les fiches de clôture disponibles et faire une analyse de performance des MP.	RSE, RCEA	10/2018

Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)

Rating: 4

Justification of rating

Les interventions du Projet ont essentiellement des impacts positifs sur l'environnement et le renforcement de la résilience des bénéficiaires face aux changements climatiques. Les actions et activités programmées ainsi que leurs impacts potentiels sur l'environnement ont permis de classer le Neer-Tamba en catégorie B selon les procédures du FIDA en vigueur au moment de sa conception.

SECAP Review

Le Projet Neer-Tamba a été formulé en 2012 bien avant l'entrée en vigueur en 2015 des procédures SECAP. Le Projet dispose toutefois d'une note d'évaluation environnementale et sociale (NEES) conformément aux politiques du FIDA au moment de sa conception. La NEES classe le Projet en catégorie B compte tenu des impacts négatifs mineurs de ses interventions sur l'environnement. Cependant, cette dernière ne définit pas d'activités portant directement sur les aspects environnementaux et climatiques à mettre en œuvre et à intégrer dans les planifications annuelles du Projet.

La dernière mission de supervision a toutefois fait quelques recommandations qui sont toujours en cours de réalisation afin d'assurer la conformité des activités du Projet avec les procédures SECAP:

- Conduire une étude de référence sur les ressources forestières, les intrants agricoles et le cheptel dans la zone d'intervention du FEM. Les TdR de l'étude ont été établis et le recrutement du consultant est en cours au niveau de l'ONDD.
- Former les formateurs sur l'outil EX-ACT (Ex Ante Carbon-balance Tool) qui apporte des estimations ex-ante de l'impact des projets de développement agricole et forestier sur les émissions de GES et la séquestration de carbone, indiquant leurs effets dans un bilan carbone. Les TdR ont été préparés et le Projet est dans l'attente de la disponibilité des formateurs.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
formations sur EX-ACT Réaliser les formations sur EX-ACT.	RSEnv/ONDD	09/2018

d. Financial Management & Execution

Disbursement by financier

Type	Name	Current Amount	Disbursed Amount	Actual Rate
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries	\$5,909,971		
	National Government	\$24,134,950		
Co-financing breakdown,	Global Environmental Facility	\$7,269,448		

Acceptable Disbursement Rate

Rating: 3

Previous rating: 1

Justification of rating

Le cumul des réalisations financières du Projet au 30/04/2018 pour les financements FIDA est de 12 508 557 DTS (9,95 milliards FCFA) pour un coût global évalué à la conception du Projet à 41,8 milliards FCFA, soit un taux de décaissement global de 23,8%. En tenant compte des demandes de retrait de fonds (DRF) n°16 (Prêt/Don) et 24 (Don) d'un montant cumulé de 831 665 DTS (661,55 millions FCFA) en instance de paiement au FIDA, le cumul des réalisations financières projeté sera de 13 340 222 DTS (10,61 milliards FCFA), portant le taux de décaissement global à 25,4%. Ce taux reste faible au regard du profil de décaissement qui indique un taux de 55% pour les projets de développement rural en leur quatrième année.

Main issues

Décaissement du Don 8111 du FIDA. Les décaissements sur les ressources de ce Don s'élèvent à 8 106 335 DTS au 30/04/2018 sur un montant alloué de 33 200 000 DTS, soit un taux de décaissement de 24,4%. En tenant compte du montant de la DRF n° 24 (434 619 DTS) en instance de paiement au FIDA, le taux de décaissement serait de 25,7% avec un montant total décaissé de 8 540 954 DTS.

Décaissement du Prêt IDSF-895 et du Don 8111A du FIDA. Les décaissements sur les ressources de ce Prêt/Don s'élèvent à 4 331 0078 DTS au 30/04/2018 sur un montant alloué de 19 350 000 DTS, soit un taux de décaissement de 22,4%. En tenant compte du montant de la DRF n° 16 (401 186 DTS) en instance de paiement au FIDA, le taux de décaissement serait de 24,4% avec un montant total décaissé de 4 728 053 DTS.

Décaissement du Don FEM-PAI. Les décaissements sur les ressources de ce Don s'élèvent à 539 535 USD au 30/04/2018 sur un montant alloué de 7 269 448 USD, soit un taux de décaissement de 7,4%. En tenant compte du montant de la DRF n° 2 (260 593 USD) en instance de remboursement au FIDA, le taux de décaissement serait de 11,0% avec un montant total décaissé de 800 128 USD.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Financial Management & Execution		
Diligenter le renouvellement des contrats du Coordonnateur et du RAF.	MAAH/MINEFID	06/2018
Apurer les différents chèques en suspens	RAF/Comptable	06/2018
Apposer sur toutes les pièces justificatives à transmettre au Projet un cachet intitulé "Pièces du Projet Neer-Tamba".	CRA	07/2018
Réaliser des séances de renforcements de capacités de gestion fiduciaire du personnel des CRA.	Coordonnateur/RAF	
S'assurer de l'exhaustivité des pièces justificatives dans la liasse.	RAF/Comptable	
Planifier des missions d'appui régulières du RAF dans les 3 CRA.	RAF/Comptable	

Fiduciary Aspects

Quality of Financial Management

Rating: 4

Previous rating: 3

Justification of rating

La conduite de la gestion administrative, financière et comptable du Projet est globalement satisfaisante. Ainsi, les rapports d'audit des années 2015 et 2016 ont été transmis respectivement les 29/06/2016 et 14/06/2017. En outre, l'auditeur a émis des opinions avec réserve sur les états financiers des deux années auditées. Au plan opérationnel, le taux moyen d'exécution des PTBA de la période sous revue est d'environ 72%. Cependant, le taux de décaissement réel des financements FIDA n'est que de 25,4% en incluant les DRF 16 et 24 payées respectivement le 07/05/2018 et 28/05/2018. Au niveau institutionnel, les différentes réunions du CNP se sont régulièrement tenues pour approuver les PTBA.

Main issues

Gestion du personnel. Au 30/04/2018, l'effectif du personnel du Neer-Tamba est de 27 (7 cadres et 20 agents d'appui) dont 1 cadre et 2 agents d'appui pour le don FEM-PAI. La Mission a noté que le paiement des cotisations à la CNSS a toujours été à jour, ainsi que la couverture médicale du personnel.

La Mission a relevé que les renouvellements des contrats du Coordonnateur et du Responsable administratif et financier (RAF) du Projet, qui sont signés par les autorités du ministère de tutelle ainsi que celui des finances pour ce qui concerne le Coordonnateur, sont réalisés avec un grand retard pouvant aller de un à six mois. A titre illustratif, le dernier contrat du Coordonnateur a été introduit dans le circuit de signature le 04/12/2016 et a été signé le 02/05/2017, le contrat du RAF est dans le circuit de signature depuis le 24/04/2018.

Gestion financière et comptable. En matière de gestion financière, comptable et administrative, Neer-Tamba dispose de tous les manuels de procédures requis. La comptabilité est tenue avec le logiciel Tom2Pro qui génère automatiquement les DRF, mais les rapports financiers intérimaires sont généralement transmis au FIDA avec retard. La dotation de l'avance initiale des comptes désignés a été relevée de 800 millions FCFA à 1,6 milliard FCFA en date de 17/10/2016 afin de réduire les tensions de trésorerie rencontrées en début de Projet.

Contrôle interne. La Mission note que le Projet dispose d'un système de contrôle interne acceptable dans la mesure où des activités de contrôles internes sont exécutées par le Contrôleur interne affecté au Projet par l'Emprunteur et celui recruté par l'UGP pour le compte du BN/CRA et des CRA. Les missions de contrôle sont conjointement réalisées par les deux contrôleurs. Les récents rapports issus desdits contrôles ont relevé de manière récurrente des insuffisances au niveau de la CRA du Nord. Ceci a conduit la Mission à effectuer une sortie dans ladite CRA, accompagnée du RAF du Projet.

Cette sortie dans la CRA du Nord (Ouahigouya) a permis de faire des tests de cohérence sur le logiciel TOM²PRO qui ont décelé des divergences qui ont pu être corrigées en lançant une maintenance globale de tout le logiciel. En outre, des échanges, qui ont eu lieu avec le personnel financier de la CRA, il est ressorti que: (i) le besoin en renforcement de capacités dans l'utilisation du logiciel TOM²PRO du personnel; (ii) la non implication du personnel financier dans l'élaboration des TdR; et (iii) la non justification des fonds mis à la disposition des STD dans des délais raisonnables conduisant à une lenteur dans la remontée des pièces justificatives au niveau de l'UGP pour le montage des DRF.

Analyse de l'exécution des PTBA. Les PTBA 2014 à 2017 ont été correctement élaborés et approuvés. Par contre leur transmission au FIDA pour l'obtention de l'avis de non objection (ANO) a toujours été faite avec retard (respectivement le 09/09/2014, 27/01/2015, 15/12/2015, 14/12/2016 et 15/12/2017). Les performances du Projet en matière d'exécution des PTBA sont satisfaisantes dans l'ensemble. Le taux moyen d'exécution du PTBA est une mesure de l'efficacité du Projet à réaliser ses objectifs dans les délais et avec les ressources prévues.

Revue des états certifiés de dépenses (ECD). La Mission a passé en revue les ECD pour les DRF n° 16 du Prêt/Don et n° 24 du Don. La vérification a porté sur un échantillon de 50% des dépenses. Une nette amélioration a été constatée dans la tenue des pièces justificatives des dépenses. La Mission a également relevé que les DRF sont bien montées et renseignées.

Quality and Timeliness of Audit

Rating: 4

Previous rating: 5

Justification of rating

La qualité de l'audit est modérément satisfaisante

Main issues

L'auditeur n'a pas exprimé son opinion sur les états financiers

Counterparts Funds

Rating: 4

Previous rating: 5

Justification of rating

Fonds de contrepartie. Au 30/04/2018, la contribution effective du Gouvernement s'est élevée à 3 755 680 000 FCFA, soit un taux de réalisation de 31,5% par rapport à la prévision globale du DCP. Le cumul des prévisions de l'apport de l'Etat dans les PTBA depuis le début est de 3 852 718 469 FCFA et le cumul des fonds reçus de l'Etat s'élève à 3 755 680 000 FCFA au 31/12/2017, soit un taux de mobilisation de 97,5%. La mobilisation de la contrepartie nationale arrive à temps. Contribution des bénéficiaires. Au 30/04/2018, la contribution effective des bénéficiaires s'est élevée à 488 860 007 FCFA, soit un taux de 16,8%. Ce taux jugé faible pourrait s'améliorer si le Projet évalue et prend en compte la contribution en nature au titre de l'année 2018.

Main issues

Fonds de contrepartie. Conformément aux dispositions de l'Accord de financement, la participation financière du Gouvernement au financement du Neer-Tamba se chiffre à 11 933 700 000 FCFA (environ 23 867 400 USD) à la conception. Ces fonds représentent la contribution en numéraire de l'Etat burkinabé au financement du Projet. L'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens, travaux et services qui sont acquis par le Projet, constitue la contribution en nature du Gouvernement. Au 30/04/2018, la contribution effective du Gouvernement s'élève à 3 755 680 000 FCFA, soit un taux de 31,5%.

Compliance with Loan Covenants

Rating: 5

Previous rating: 4

Justification of rating

Dans l'ensemble, les dispositions de l'accord de financement sont globalement mises en application à l'exception de la date de transmission du PTBA au FIDA pour l'obtention de l'ANO.

Main issues

Les PTBA du Projet ne sont pas soumis à la demande d'ANO dans le temps (45 jours avant la fin de l'année)

Procurement

Procurement

Rating: 4

Previous rating: 3

Justification of rating

Sur la base du PTBA 2018, le nombre de marchés inscrits dans le Plan de passation de marchés (PPM) au titre du PTBA 2018 du Projet s'élève à 127 pour un montant total estimé à 18 693 725 000 FCFA soit un taux de 277% par rapport au montant du PTBA qui s'élève à 6 745 684 773 FCFA. Ce dépassement du PTBA est dû à une prévision de lancement par anticipation pour le compte du PTBA 2019 de trois dossiers: travaux d'aménagement de 2 000 ha de bas-fonds, travaux d'aménagement de boulis et travaux de réalisation de forages maraîchers pour une valeur globale de 8 855 656 000 FCFA.

Procurement Review

Analyse de l'exécution des PPM depuis le démarrage au 30/04/2018. La Mission a noté que le taux d'exécution des PPM est de 68% pour 2015, 77% pour 2016, 80% pour 2017 et 39% pour les 4 premiers mois de 2018. Au total, sur 278 marchés prévus depuis le démarrage du Projet, 165 ont été réalisés dont 101 marchés de biens et fournitures d'un montant total de 3 433 958 000 FCFA, 16 marchés de travaux d'un montant total de 5 376 131 000 FCFA et de 48 marchés de services consultants d'un montant total de 6 456 924 000 FCFA, le tout pour un montant global de 15 267 013 000 FCFA dont 998 969 146 FCFA pour les protocoles et conventions.

En ce qui concerne l'exécution du PPM 2018 il faut noter que sur les 127 marchés, 49 sont totalement achevés ou en cours d'exécution soit un taux d'exécution de 39% pour un montant total de 6 569 856 000 FCFA et 78 marchés non encore lancés à la date du 30 avril 2018. Dans ces 78 marchés non encore lancés, il y a 39 marchés de consultants dont le montage des dossiers est en cours, en collaboration avec les services techniques concernées. Il y a 14 marchés de travaux et 25 marchés de biens et fournitures dont les montages interviendront progressivement entre mai et novembre 2018.

Pour les protocoles et conventions, le montant des protocoles/conventions signés au 30/04/2018 avec les partenaires s'élève à 144 907 400 FCFA pour 3 protocoles.

Les difficultés relevées sont entre autres: (i) les procédures de passation très longues pour les contrats d'un montant supérieur à dix millions FCFA, qui varient entre 6 et 8 mois en fonction de la méthode utilisée; (ii) les difficultés administratives de passation des marchés rencontrées par les directions partenaires chargées de la mise en œuvre des activités sur le terrain; et (iii) la finalisation et signature tardives des conventions et protocoles avec les mêmes directions partenaires.

Pour pallier ces difficultés, le Projet anticipe dans les passations de certains marchés et la convention avec la SONATER permet de raccourcir le processus.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Financial Management & Execution		
renforcement de capacités Planifier des séances de renforcement de capacités du spécialiste en passation des marchés, des différents responsables de cellules et certains cadres des CRA dans les procédures de passation de marchés. continu	Coordonnateur/RAF	

F. Relevance

Relevance

Rating: 4

Justification of rating

Les objectifs et le montage institutionnel du Neer-Tamba s'inscrivent entièrement dans le PNSR en contribuant notamment aux axes suivants: l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'augmentation des revenus des populations rurales et le développement durable des ressources naturelles. Cependant, la complexité du dispositif de mise en œuvre, associant une multiplicité d'acteurs et de niveaux de contractualisation et de rapportage, entraîne des difficultés de coordination et de mise en cohérence des activités sur le terrain et de mesure correcte des résultats, ainsi que des délais et des coûts de mise en œuvre élevés. Ceci limite les effets et l'impact du Projet en matière d'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations visées.

Main issues

La pertinence du Projet et l'obtention d'effets et d'impact significatifs reposent sur le bon enchaînement de ses deux principaux axes d'intervention: (i) la récupération et l'amélioration de la fertilité des sols et de la mobilisation des ressources hydriques (qui représentent la porte d'entrée du Projet); et (ii) la mise en valeur des aménagements physiques grâce aux appuis en matière d'accès aux intrants et aux connaissances et d'organisation des producteurs. La pertinence de la 3ème composante, qui est transversale aux deux premières, dépend d'une bonne liaison et cohérence de ses activités avec les deux premières composantes. Comme déjà mentionné plus haut, la complexité du dispositif d'intervention, la multiplicité des intervenants et les approches différentes entre la composante 1 (approche d'investissement structurante) et les composantes 2 et 3 (approche à la demande) ne favorisent pas la synergie et la complémentarité des actions et entraînent un éparpillement des interventions et une dilution des effets.

Pour obtenir des impacts visibles et durables en matière d'amélioration de la production et des plus-values tirées par les ménages ruraux, il est nécessaire de centrer davantage les interventions des composantes 2 et 3 sur un appui solide à la mise en valeur des investissements physiques réalisés dans la composante 1. Le dispositif d'intervention doit être simplifié pour d'une part augmenter l'efficacité des interventions et d'autre part s'assurer que tous les bénéficiaires des aménagements aient un accès au crédit intrants, à un appui-conseil complet et cohérent sur toutes les étapes importantes du cycle de production, à des formations sur les aspects techniques et d'organisation et sur des thématiques transversales comme l'alphabétisation, la nutrition, l'hygiène, etc.

Les MP semblent créer un effet d'aubaine au niveau des bénéficiaires, car les conditions d'accès à des ressources financières sont très favorables, ce qui explique le nombre de demandes très élevés, qui dépassent les capacités de traitement du dispositif mis en place. Le suivi des promoteurs sur un seul cycle de production ne permet pas de juger de la pertinence finale du MP ni de son effet réel sur l'amélioration de la situation économique du bénéficiaire.

La stratégie de ciblage des zones les plus vulnérables, introduite récemment par l'UGP, devrait permettre de répondre favorablement à l'objectif de ciblage socio-économique contenu dans l'objectif général du Projet.

G. Project Modifications

Responsibility	Modification Type	Description
UGP/FIDA	Restructuring	Restructuration des activités de la composante 1 Les aménagements sont désormais regroupés autour de trois types: (i) aménagements hydro-agricoles avec couplage des périmètres rizicoles et maraîchers; (ii) aménagements en CES/DRS (bloc d'au moins 10 ha minimum); et (iii) aménagements de récupération mécanisée et biologique de terres dégradées. Les aménagements et les appuis pour la mise en valeur des aménagements ne nécessiteront plus la validation par les CAP. Seules les personnes regroupées pourront bénéficier des appuis d'aménagement et de leur mise en valeur.
UGP	Other	Reprise/extension des aménagements initiaux de type PRP Des extensions de superficies au niveau des premiers périmètres aménagés en type PRP (1 560 ha) seront encouragées pour répondre aux nombreuses demandes avec une réhabilitation en type PAFR pour plus de durabilité et pour la concentration des investissements en vue d'augmenter l'impact et de réduire les coûts d'encadrement et de gestion.
UGP	Other	Revue des technologies d'aménagement Les puits maraîchers et les aménagements type PRP s'arrêteront avec les chantiers en cours et ne seront pas programmés au-delà de 2018. La construction de bassins de captage des eaux de ruissellement (BCER) en amont des bas-fonds permettra de faire une irrigation d'appoint lors des arrêts précoces. Cette disposition est intégrée dans les schémas d'aménagement finaux de tous les bas-fonds étudiés La valorisation des eaux souterraines avec des forages solaires maraîchers et pastoraux (au niveau des sites récupérés) chaque fois que les études technico-économiques seront concluantes complètera celle des eaux de surface dans les types PAFR et garantira la disponibilité de la ressource en eau.
UGP	Other	Réorganisation du dispositif d'appui-conseil Le dispositif d'appui-conseil se concentrera sur les bénéficiaires de tous les aménagements hydro-agricoles et CES/DRS. Ceux-ci recevront systématiquement un paquet complet de formation (en matière d'itinéraires techniques et de bonnes pratiques au champ et de gestion technico-économique de l'exploitation) et un accompagnement sur au moins 2 campagnes de production. L'appui-conseil ne sera plus défini à la demande à partir d'appels à propositions mais sur la base de termes de référence détaillés. Dans chaque région, l'ensemble des prestations d'appui-conseil sera mis en œuvre par un seul opérateur OAC (éventuellement organisé en consortium). L'appui-conseil au profit des promoteurs de MP restera assuré par les PAMO-MP.
UGP	Other	Recentrage des activités d'alphabétisation fonctionnelle et révision du programme IEC Le Projet n'appuiera plus que la mise en œuvre de sessions d'alphabétisation fonctionnelle selon la formule enchaînée de 90 jours. Les FTS de 7 jours, à la portée très limitée en termes de résultats seront interrompues et leur thématiques intégrées dans cette formule. Le fonctionnement des 12 bibliothèques ambulantes sera financé de manière dégressive par le Projet jusqu'à fin 2019. Le programme IEC sera poursuivi sur une période de 6 mois (avec les activités n'allant pas au-delà de 2019). Les thématiques restantes étant la nutrition, l'hygiène, la santé et le civisme.

UGP	Other	Renforcement de l'appui aux différentes organisations rurales L'appui aux organisations rurales concernera les CVD, les unions de producteurs et les organisations paysannes de base. L'appui au CVD sera ciblé pour les impliquer davantage dans la mise en place et le suivi des ententes foncières nécessaires pour une bonne exploitation des aménagements. L'appui aux OR portera sur le renforcement de capacités en matière: d'élaboration de plans de développement pour les unions et de plans d'actions pour les groupements de base; de financement et bonne gestion des initiatives structurantes prévues dans les plans de développement/plans d'action (conservation, transformation, conditionnement, commercialisation) découlant de ces plans.
UGP	Other	Concentration des MP environnementaux FEM sur des zones de vulnérabilité environnementale Les MP environnementaux (PFNL et énergies renouvelables) financés sur fonds FEM seront réalisés uniquement dans les zones de vulnérabilité environnementale qui vont être définies d'ici fin août 2018 (et ce afin d'éviter les distorsions des appuis à la demande tel qu'observé au niveau du Fonds d'Appui ainsi que le saupoudrage des interventions du Projet).
UGP	Other	Réorganisation de l'appui institutionnel aux STD L'appui aux STD est réorganisé et focalisée sur les missions régaliennes de supervision et de sensibilisation (comme les actions en matière de vaccination et d'utilisation des produits phytosanitaires) afin d'éviter des doublons en matière d'appui-conseil notamment. Le mécanisme de bourses dotation, jugé trop lourd, est abandonné au profit d'un protocole cadre avec les 3 STD du secteur agro-sylvo-pastoral (DRRAH, DRAAH, DREEVCC), assorti de plans d'actions annuels, sur proposition des STD basés sur les résultats et mis en œuvre selon les procédures administratives et financières du Neer-Tamba.
UGP	Other	Arrêt des appels à projets pour la sélection de nouveaux MP sur financement FIDA Il n'y aura plus de sélection de nouveaux MP à l'issue des ultimes sessions CAP à tenir avant le 15 juillet 2018 et qui approuveront un dernier lot d'au maximum 600 MP déjà validés par les CPS et qui valorisent les produits des zones de vulnérabilité du Projet. Au plus tard à la fin 2019, les PAMO-MP termineront l'accompagnement de tous les MP et en auront fait la clôture. Le mécanisme d'appel à projets restera ouvert juste dans la région du Nord pour des MP environnementaux éligibles au financement FEM.
UGP	Other	Appui institutionnel dégressif aux CRA Le Projet continuera à prendre en charge jusqu'en 2022 les 3 cadres et les APD et leurs frais de fonctionnement. Par contre, pour inciter les CRA à mobiliser des ressources propres, l'appui sur les rencontres des organes des CRA seront dégressifs selon le barème suivant: 85% en 2019, 70% en 2020, 50% en 2021 et 25% en 2022.
UGP/FIDA	Climate Risk Classification	Rationnel pour changer la catégorie climat: Lors de sa conception, le Projet n'a pas été classé par rapport à la catégorie climat.
UGP/FIDA	Logical Framework	Cadre logique Afin de refléter l'arrimage des activités FEM au Neer-Tamba, des indicateurs clés ont été ajoutés, notamment: (i) évolution du taux de couverture végétale; (ii) émission de gaz à effet de serre évité ou de carbone fixé; (iii) superficie de bassins versants protégés; et (iv) adoption de pratiques et de technologies durables et résilientes au changement climatique. Des indicateurs concernant la nutrition et l'adoption des technologies ont été ajoutés afin de cerner davantage les effets du Projet. La RMP a introduit une nouvelle dimension au niveau de l'accès des populations cibles aux marchés et aux installations de transformation et de stockage, qui constitue une nouvelle série d'indicateurs à suivre. Enfin, les cibles ont été revues en fonction des nouvelles orientations.

UGP/FIDA	Reallocation	<p>Reallocation budgétaire: Les réallocations restent minimales et reflètent le recentrage des activités sur les aménagements fonciers et leur mise en valeur et l'amélioration de l'efficacité du Projet. Pour les fonds FIDA (tout confondu), les catégories qui ont augmenté sont: (i) Génie civil: +8,4%; (ii) Fonctionnement: +5,4%; (iii) Fonds d'appui: +1,9%; (iv) Equipements et matériel: +0,7%; et (v) Salaires et indemnités: + 0,7%. La catégorie qui a baissé est: (i) Services: -8,3%.</p>
----------	--------------	---

H. Lessons Learned

Mécanismes d'appui à la demande pour la sélection des micro-projets

Le DCP prévoyait de concentrer les aménagements prévus dans le cadre de la composante 1, sur les zones les plus vulnérables sur la base de critères objectifs liés à l'incidence de la pauvreté monétaire et de l'insécurité alimentaire mais disposant également d'un potentiel aménageable déjà clairement identifié. Les autres activités du Projet, devaient être déployées en priorité (mais pas exclusivement) dans ces zones de manière à constituer des ensembles cohérents et à optimiser l'effet de levier joué par le Projet. Le choix de la zone d'intervention (régions du Nord, du Centre-Nord et de l'Est) constituait un premier niveau de ciblage géographique. Au sein de chaque région, ce ciblage devait être affiné en fonction des différentes activités pour à la fois: (i) intervenir dans les zones les plus vulnérables; et (ii) maximiser le nombre de familles touchées et l'impact des appuis du Projet. Enfin, un troisième niveau de ciblage devait être réalisé à l'échelle villageoise en priorisant l'intervention dans des villages vulnérables tout en évitant la dispersion des activités dans des villages de taille inférieure à la moyenne.

Aussi bien sur les surfaces aménagées ou récupérées dans le cadre de la première composante que sur celles déjà exploitées, l'objectif de la composante 2 était de promouvoir une intensification, une diversification des activités agricoles et de l'élevage et une valorisation des productions agro-sylvo-pastorales basées sur de petites exploitations familiales viables économiquement, diversifiées et capables de créer les fondations d'un tissu socio-économique rural équilibré et capable de fixer durablement les populations.

Le Fonds d'appui devait appuyer les initiatives locales de développement par la prise en charge de coûts de travaux, d'équipements, de formation, d'étude ou de conseil. Dans la mesure où ils faisaient partie intégrante d'un projet comportant des investissements fixes et ne pouvaient être obtenus par d'autres canaux, le Fonds pouvait aussi couvrir des coûts liés à des dotations initiales en facteurs de production. En revanche, les demandes portant uniquement sur du capital circulant (stocks y compris) n'étaient pas éligibles.

Le DCP prévoyait enfin l'évaluation des micro-projets financés et l'évaluation de la pertinence et de l'efficacité des mécanismes et procédures de mise en œuvre du Fonds.

A la RMP, les résultats obtenus au titre de la mise en œuvre des MP ne sont pour le moment pas satisfaisants. Les MP sont très dispersés, peu de synergies existent entre eux et avec les autres appuis du Projet, notamment au niveau des aménagements. De nombreux projets se limitent au financement de quelques activités ponctuelles et ne se trouvent pas dans une réelle dynamique entrepreneuriale. Ces MP n'ont donc à ce jour pas permis l'émergence d'un tissu socio-économique capable de structurer les zones rurales ciblées par le Projet.

Si l'approche à la demande a engendré une dispersion des MP, le traitement de plusieurs centaines de demandes a entraîné d'importants retards dans le processus de sélection des MP et a suscité des frustrations auprès des bénéficiaires n'ayant pas reçu de réponse favorable à l'étude de leur dossier. Le processus de sélection, de validation, de mise en œuvre des MP, de leur suivi et de leur évaluation est à ce jour très lourd et nécessite la mobilisation de nombreux acteurs (rédacteurs endogènes, CPS, CAP, CRA, PAMO-MP, STD, UGP).

Aucune évaluation n'est à la disposition de la Mission que ce soit au niveau des MP financés que de la pertinence des mécanismes et procédures mises en place dans le manuel du Fonds d'appui. Cette absence de données chiffrées ne permet pas une évaluation précise de l'efficacité et de l'efficacité de ce mécanisme (coût investi par le Projet pour la sélection et le suivi du MP par rapport à l'investissement total du MP, etc.). Il est donc recommandé d'analyser l'efficacité d'un tel fonds à l'aide d'une analyse économique poussée.

La Mission note également que le DCP faisait déjà état de certaines difficultés rencontrées par le PROFIL, notamment au niveau de retards et de lourdeurs des procédures de financement des micro-projets, mais les enseignements ne semblent pas avoir été entièrement tirés. Il serait opportun que ces mécanismes d'appui à la demande qui semblent peu efficaces soient enfin évalués afin d'en tirer des enseignements clairs pour les prochains projets.

Dispositif d'appui-conseil

Dans le cadre de la composante 2, le Projet vise l'intensification, la diversification et la valorisation des productions agro-sylvo-pastorales des bénéficiaires notamment par le renforcement de l'offre d'appui-conseil. Le DCP prévoit que:

- L'appui-conseil soit développé selon 5 axes d'intervention: (i) appui-conseil pour la diffusion des bonnes pratiques de gestion durable des terres (conservation et restauration des sols, régénération naturelle assistée, agriculture de conservation,...); (ii) appui-conseil à la gestion technico-économique des exploitations familiales; (iii) soutien au développement de réseaux d'acteurs thématiques; (iv) suivi et appui-conseil aux promoteurs de micro-projets soutenus par le Fonds d'appui; et (v) bourses/dotations d'intervention accessibles à des institutions publiques ou mixtes;
- La mise en œuvre de ces axes mobilise une multiplicité d'intervenants (OAC, PAMO-MP, STD);
- La méthodologie retenue pour la mobilisation de ces intervenants repose sur le principe de réponse à la demande par le biais d'appels à propositions.

La revue à mi-parcours a permis de tirer les leçons suivantes:

- Le choix de l'appel à propositions manque de consistance car dans son principe même il n'est pas tant conçu pour répondre à une demande des producteurs, basée sur leurs besoins, que pour sélectionner une offre proposée par des opérateurs, motivée par les compétences et les centres d'intérêt particuliers de ces derniers. Ainsi le dispositif d'appui-conseil qui a été mis en place se révèle lacunaire avec des thématiques non abordées et des producteurs non concernés dans certaines régions.

Le tableau suivant récapitule les thématiques couvertes par le dispositif actuel:

Région

Agriculture

Elevage

Environnement

Riz

Maraîchage

Céréales et niébé

Nord

· Semences

· Semences

· Semences

· Microdose fertilisation

· Réseau acteurs niébé

· Fauche et fourrage

· Gestion savonnerie

Centre-Nord

- Oignon
- Sésame
- Embouche

- Biodigesteurs
- PFNL

Est

- Bonnes pratiques
- Bonnes pratiques
- Bonnes pratiques
- Gestion exploitation niébé
-
- Réseau acteurs karité

Ainsi par exemple: (i) dans le Nord les riziculteurs des bas-fonds ne sont accompagnés que sur la thématique du choix des semences mais pas sur le reste de l'itinéraire technique rizicole; (ii) les riziculteurs du Centre-Nord ne bénéficient d'aucun appui conseil; (iii) les producteurs sur les hautes terres du Centre-Nord sont accompagnés sur le sésame mais pas sur les céréales ni sur le niébé qui sont pourtant les spéculations principales; (iv) a contrario dans le Centre-Nord, un OAC travaille sur l'embouche alors que cet appui relève déjà des prérogatives des PAMO-MP dans la mesure où les activités d'embouche sont uniquement réalisées dans le cadre des microprojets.

- La mise en place du dispositif d'appui-conseil a connu des retards très importants du fait de sa lourdeur. C'est tout particulièrement le cas pour les OAC, principaux acteurs du dispositif, qui n'ont été recrutés qu'en avril 2017 et opérationnels seulement à partir de juin 2017. Ce retard est largement imputable à la lourdeur de la procédure d'appel à proposition aggravée par le nombre de procédures liées à la multiplicité des acteurs. La non maîtrise des procédures par les CRA, qui assurent la maîtrise d'ouvrage déléguée, a été un facteur aggravant.

- Le système de bourses/dotations entretient une certaine confusion quant au rôle et à l'implication des STD dans le Projet. En effet, les DRAAH se sont positionnées sur des prestations d'appui-conseil alors que l'Administration souhaite se désengager de cette thématique pour se concentrer sur ses missions régaliennes de supervision et de contrôle du respect des règles, des normes et des orientations stratégiques sectorielles.

Ces prestations viennent en outre en doublon des missions attribuées aux OAC. Ainsi les DRAAH se sont attachées à sensibiliser les producteurs des bas-fonds à la reconstitution de leur fonds de roulement (crédit intrants) et à la mise en place d'une démarche d'achat groupé alors que ces thématiques relèvent plutôt de la responsabilité des OAC en charge du conseil de gestion aux exploitations.

Il convient ainsi de revoir le dispositif de mise en œuvre de l'appui-conseil à l'aune de ces leçons tirées. La réorganisation de l'appui-conseil fait ainsi l'objet d'une proposition de modification (Modification n°4) et d'une annexe technique qui donne des compléments d'explication du nouveau dispositif et de ses modalités

I. Agreed Actions

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Overview and Project Progress		
version amendée du manuel d'exécution du Projet Soumettre à la NO du FIDA la version amendée du manuel d'exécution du Projet conformément aux réorientations stratégiques de la RMP	UGP, CRA	09/2018
Development Effectiveness		
aménagements présents dans les communes vulnérables Concentrer tous les appuis autour des aménagements présents dans les communes vulnérables identifiées par la stratégie de ciblage et ce jusqu'à la fin du Projet. immédiat et continu	RSE, RCA, RCEA, CRA	06/2018
désagrégation des données Systématiser la désagrégation des données (homme, femme, jeune) sur les bénéficiaires.	RSE	09/2018
Sustainability and Scaling Up		
stratégie de désengagement Finaliser la stratégie de désengagement dans l'esprit de fournir aux acteurs un guide pratique et un plan d'actions complet sur les étapes du désengagement selon les pistes indiqués ci-dessus.	UGP	07/2018
Project Management		
Pilotage Maintenir le principe du pilotage comprenant des représentants de la profession agricole et de la société civile en mettant en place un Comité d'orientation du Projet qui examinera et validera les PTBA avant leur examen en Comité de revue Sous-programme PDDHA.	MAAH	07/2018
formations sur EX-ACT Réaliser les formations sur EX-ACT.	RSEnv/ONDD	09/2018
analyse de performance des MP. Collecter les fiches de clôture disponibles et faire une analyse de performance des MP.	RSE, RCEA	10/2018
UGP Maintenir l'entièreté de l'UGP sous le même Sous-Programme du PNSR. continu	MAAH	
Financial Management & Execution		
Apurer les différents chèques en suspens	RAF/Comptable	06/2018

Diligenter le renouvellement des contrats du Coordonnateur et du RAF.	MAAH/MINEFID	06/2018
Apposer sur toutes les pièces justificatives à transmettre au Projet un cachet intitulé "Pièces du Projet Neer-Tamba".	CRA	07/2018
Planifier des missions d'appui régulières du RAF dans les 3 CRA.	RAF/Comptable	
S'assurer de l'exhaustivité des pièces justificatives dans la liasse.	RAF/Comptable	
Réaliser des séances de renforcements de capacités de gestion fiduciaire du personnel des CRA.	Coordonnateur/RAF	
renforcement de capacités Planifier des séances de renforcement de capacités du spécialiste en passation des marchés, des différents responsables de cellules et certains cadres des CRA dans les procédures de passation de marchés. continu	Coordonnateur/RAF	

Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

Logical Framework

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2017)	Cumulative Result (2017)	Cumulative Result % (2017)	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members										
	Household members			266125	93938	154507	58.1				
	1.a Corresponding number of households reached										
	Households			45060	14452	23753	52.7				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project										
	Males			113081	47908	78840	69.7				
	Total number of persons receiving services			266125	93938	154507	58.1				
	Females			153044	46030	75667	49.4				
	Groups receiving project services										
	Groups			4960	675	1082	21.8				

Goal Améliorer les conditions de vie et les revenus des populations rurales les plus défavorisées du Nord, Centre-Nord et Est du Burkina Faso	Réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	Aléas naturels; Potentiel avéré d'amélioration de la résilience par des techniques de CES/DRS simples et de petits aménagements fonciers; Risque de trajectoires de développement produisant de l'exclusion sociale au sein des groupes vulnérables; Culture et volonté politique nationale d'inclusion sociale et de développement équilibré et équitable	
	Females	34									
	Males	37									
	Réduction de la prévalence de la malnutrition aigue des enfants de moins de 5 ans						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat		
	Males	17									
	Females	17									
	Réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat		
	Males	28									
	Females	28									
	Réduction de la part des ménages touchés par l'insécurité alimentaire						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat		
	Première disette	79									
	Deuxième disette	2									
	Ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté régionale (réduction)						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat		
	Households	16.5									
	Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté (augmentation)						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat		
	Households										
	Taux de couverture végétale (FEM)						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat		
	Pourcentage										
	3.2.1 Greenhouse gas emissions (CO2) avoided and/or sequestered						études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat		
	Number of tons										

Objective L'autonomie et les capacités des ménages ruraux pauvres sont renforcées	Ménages disposant d'un droit de jouissance garanti à long terme sur les exploitations aménagées							Cadre stratégique secteur rural, politiques secteur, stratégies filières, activités CA, statistiques, rapports		UGP, Etat	Difficulté de changement du paradigme en matière de mise en oeuvre/responsabilité du développement, risques de résistances
	Households	0									
	Groupes de production/communautaires/RN + MP collectifs FEM fonctionnels après 3 ans							Cadre stratégique secteur rural, politiques secteur, stratégies filières, activités CA, statistiques, rapports		UGP, Etat	corporatistes au sein de l'appareil d'Etat et faible capacité initiale et éventail incomplet des nouveaux instruments et/ou acteurs; Transition initiée depuis une dizaine d'années au plan national (décentralisation notamment) et dans le secteur rural (OP par filière, tenue d'Etats Généraux de l'Agriculture, CA, etc); Constance de la ligne politique et stratégie de modernisation du secteur rural en cours (PNSR, analyse et reformes institutionnelles, etc.); Horizon temporel nécessaire
	Pourcentage										
	Groupes	0		95							
	Augmentation globale annuelle des revenus des ménages ciblés							Cadre stratégique secteur rural, politiques secteur, stratégies filières, activités CA, statistiques, rapports		UGP, Etat	
Augmentation											
Outcome La résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques est accrue	Héctares supplémentaires irrigués cultivés (bas-fonds)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Hectares of land			6484	1208	2269	35.0				

Héctares supplémentaires cultivés en maraîchage							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat
Hectares of land			496	20	24	4.8			
Hectares supplémentaires en CES-DRS valorisés (FEM inclu)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat
Hectares of land			26007						
Hectares supplémentaires récupérés régénérés (FEM inclu)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat
Hectares of land			11000						
Infrastructure encore en service après 3 ans (BF,PM,CES-DRS)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat
Infrastructure			80						
Hectares de bassins versants protégés (FEM)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat
Hectares of land			12505						

	Land under improved management practices							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Hectares of land			15500	3939	6567	42.4				
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Households			80							
	1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Households			80							
Outcome Les aménagements productifs ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité du sol et le capital foncier des ménages a augmenté											
Output Les aménagements réalisés améliorent la gestion de l'eau et du sol	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière
	Hectares of land			6980	1242	2293	32.9				

Output La formation de groupes de gestion de l'infrastructure améliore la gestion de l'eau et du sol	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière	
	Groups supported			960							
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés (COGES)						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat		
	Groupes			650	83	176					27.1
	Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat		
	Groupes			650	83	175					26.9
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat		
	Males			4550	280	604					13.3
	Females			2450	155	575					23.5
	Personnes formées en gestion de l'infrastructure						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat		
	Males			4550	330	496					10.9
	Females			2450	171	299					12.2

	Personnes formées en gestion des ressources naturelles						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat		
	Males			25825	7348	10741					41.6
	Females			26675	4899	9384					35.2
Outcome L'accès des groupes cibles vulnérables à ce capital est accru											
Output Les groupes cibles vulnérables sont appuyés pour accéder à ce capital foncier	Accords délivrés sur les nouveaux aménagements (ententes foncières)						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière	
	Accords	0		1000		82					8.2
	Commissions foncières villageoises mises en place						Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat		
	Commissions			150							
Outcome Les activités agricoles sont durablement intensifiées et diversifiées	1.2.4 Households reporting an increase in production						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	Difficulté pour l'accès physique aux marchés et dans le fonctionnement des filières; Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en oeuvre avec l'appui de nombreux partenaires; Poursuite du développement des infrastructures de transports et de communications	
	Households	0		80							
	1.2.3 Households reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat		
	Households			80							
	Productions annuelles passent de x à y						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat		
	Rendements sorgho			8000							
	Rendements riz paddy			25000							

	Rendements produits maraîchers			16000							
	Accroissement annuel des troupeaux passe de x à y							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Nombre de têtes										
	Petits éleveurs faisant état d'un accroissement de leur troupeau							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Eleveurs	0		80							
	1.2.8 Women reporting improved quality of their diets							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Percentage			80							
Outcome Les capacités de production et de gestion durable des terres des petits producteurs sont renforcées											
Output Les formations organisées et les réseaux créés/animés renforcent les capacités des petits producteurs	Personnes ayant accès à des services d'appui-conseil							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	Difficulté pour l'accès physique aux marchés et dans le fonctionnement des filières; Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en oeuvre avec l'appui de nombreux partenaires; Poursuite du développement des infrastructures de transports et de communications
	Personnes			64000	823	8657	13.5				
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Men trained in crop	0		8100	4167	5910	73.0				
	Women trained in crop	0		9900	5708	6564	66.3				
	Total persons trained in livestock			16000	2094	4465	27.9				
	Men trained in livestock	0		4000	679	2235	55.9				
	Women trained in livestock	0		12000	1415	2230	18.6				
	Total persons trained in crop			18000	9875	12474	69.3				

	2.1.3 Rural producers' organizations supported						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat		
	Rural POs supported			1921							
	2.1.4 Supported rural producers that are members of a rural producers' organization						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat		
	Young										
	Females										
	Males										
	Organisations de producteurs ruraux comptant des femmes dans leurs instances de direction						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat		
Nombre			1921								
Output Les promoteurs d'initiatives locales de développement sont appuyés dans leur démarrage	MP financés						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	Difficulté pour l'accès physique aux marchés et dans le fonctionnement des filières; Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en oeuvre avec l'appui de nombreux partenaires; Poursuite du développement des infrastructures de transports et de communications	
	Nombre			3736							
	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management						Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat		
	Females	0		1943	0	0					0.0
	Males	0		957	0	60					6.3
	Persons trained in IGAs or BM (total)			2900							

Outcome Les capacités des populations et de leurs organisations sont renforcées	OP/OR/CVD appuyés sont opérationnels						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	Eventail et nombre d'acteurs limités et capacités de ceux-ci initialement très faible; Mobilité des ressources humaines les plus compétentes; l'Etat ne s'est pas encore doté de tous les instruments nécessaires pour jouer pleinement son rôle d'orientation et d'appui à la mise en place de ce nouveau paradigme; Efficacité reconnue des stratégies basées sur le renforcement,
	OP/CVD	0		80						
	OP/CVD									
	CRA et BN/CRA sont fonctionnelles						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	l'organisation et la structuration de la "demande locale" pour provoquer la création d'une "offre locale de services" durable et la création/fixation de ressources humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)
	CRA et BN/CRA Number			4	4	100.0				
	DR assument leurs fonctions régaliennes						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	DR - Number			9	9	100.0				
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	Households reporting improved physical access to processing facilities			80						
	Households reporting improved physical access to markets			80						
	Households reporting improved physical access to storage facilities			80						

Output Les producteurs sont alphabétisés et informés	Apprenants des cours d'alphabétisation fonctionnelle						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	Eventail et nombre d'acteurs limités et capacités de ceux-ci initialement très faible; Mobilité des ressources humaines les plus compétentes; l'Etat ne s'est pas encore doté de tous les instruments nécessaires pour jouer pleinement son rôle d'orientation et d'appui à la mise en place de ce nouveau paradigme; Efficacité reconnue des stratégies basées sur le renforcement, l'organisation et la structuration de la "demande locale" pour provoquer la création d'une "offre locale de services" durable et la création/fixation de ressources humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)
	Apprenants	0		29000	8545	16269	56.1			
	Personnes ayant accès au programme IEC						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	Personnes	0		15000						

Output Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour une mise en réseau efficace	Groupes communautaires créés/consolidés (CVD)						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	Eventail et nombre d'acteurs limités et capacités de ceux-ci initialement très faible; Mobilité des ressources humaines les plus compétentes; l'Etat ne s'est pas encore doté de tous les instruments nécessaires pour jouer pleinement son rôle d'orientation et d'appui à la mise en place de ce nouveau paradigme; Efficacité reconnue des stratégies basées sur le renforcement, l'organisation et la structuration de la "demande locale" pour provoquer la création d'une "offre locale de services" durable et la création/fixation de ressources humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)	
	Groupes			555	80	80					14.4
	Groupes communautaires créés/consolidés comptant des femmes dans leurs instances de direction						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations		
	Groupes			555	80	80					14.4
	Membres de groupes communautaires créés/consolidés						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations		
	Males			2500	887	887					35.5
	Females			500	218	218					43.6
	OP/OR appuyées/renforcées						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations		
	OP/OR - Number			350							
	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated						Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations		
	Storage facilities constructed/rehabilitated			88							
	Market facilities constructed/rehabilitated			87							
	Processing facilities constructed/rehabilitated			87							

Burkina Faso

Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

Mid-term Review

Appendix 1: Financial: actual financial performance; by financier by component and disbursements by category

Mission Dates: du 28 mai au 15 juin 2018
Document Date: 12/07/2018
Project No. 1100001580
Report No. 4791-BF

West and Central Africa Division

Appendice 4 : Aspects financiers : performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A1 : Performance Financière par bailleur de Fonds Au 30/04/2018 (Tout bailleur confondus)

Financier	Approuvé ('000 USD)	Effectif ('000 USD)	Déboursements ('000 USD) (1)	Déboursements en %
DON FIDA n°IDSF-8111-BF	52,818	52,818	12,896	24.42%
DON FIDA n°IDSF-8111A-BF	15,391	15,391	3,445	22.38%
PRET FIDA n°IDSF-895-BF	15,392	15,392	3,445	22.38%
DON FEM n°2000001662	7,269	7,269	540	7.42%
Gouvernement FIDA	23,867	23,867	7,518.11	31.50%
Gouvernement FEM	725	725	28.90	3.99%
Bénéficiaires FIDA	5,829	5,829	979	0.00%
Bénéficiaires FEM	83	83	0	0.00%
Total	121,374	121,374	28,852	23.77%

Tableau 5A 2 : Performance Financière par bailleur de Fonds Au 30/04/2018 (FIDA)

Financier	Approuvé ('000 USD)	Effectif ('000 USD)	Déboursements ('000 USD) (1)	Déboursements en %
DON FIDA n°IDSF-8111-BF	52,818	52,818	12,896	24.42%
DON FIDA n°IDSF-8111A-BF	15,391	15,391	3,445	22.38%
PRET FIDA n°IDSF-895-BF	15,392	15,392	3,445	22.38%
Gouvernement	23,867	23,867	7,518.11	31.50%
Bénéficiaires	5,829	5,829	979	16.80%
Total	113,297	113,297	28,283	24.96%

Financier	Approuvé ('000 USD)	Effectif ('000 USD)	Déboursments ('000 USD) (1)	Déboursments en %	% de financement
DON FEM-PAI n°2000001662 du 03/04/2017	7,269	7,269	540	7.42%	90.00%
Gouvernement	725	725	28.90	3.99%	8.97%
Bénéficiaires	83	83	0	0.00%	1.03%
Total	8,077	8,077	568	7.04%	100.00%

[illegible]

Tableau 5B-2 : Performance par bailleur de fonds (FEM) et par composante (en milliers d'USD)

	Financement FEM				Gouvernement				Bénéficiaires				Total			
Composante	Pré-évaluation en USD	Réalisation en (000) FCFA	Réalisé effective en (000) USD	%	Pré-évaluation	Réalisation en (000) FCFA	Réalisé effective en (000) USD	%	Pré-évaluation	Réalisation en (000) FCFA	Réalisé effective en (000) USD	%	Pré-évaluation	Réalisation en (000) FCFA	Réalisé effective	%
Petite Aménagement Fonciers Villageois	1,253.00	15,290.00	27.35	2.18	-	572	1	-	-	-	-	-	1,253	15,862	28	2.26
Intensification des Petites exploitations et valorisation	4,965.22	15,738.17	28.15	0.57	634	1,185	2	0.33	83	-	-	-	5,682	16,923	30	0.53
Structuration des Acteurs et Mise en réseaux	708.30	76,111.46	136.16	19.22	65	6,899	12	18.88	-		-	-	774	83,010	148	19.19
Gestion du Projet et Suivi-Evaluation	342.93	84,032.89	150.33	43.84	25	15,717	28	110.63					368	99,750	178	48.45
	7,269.45	191,172.52	341.99	4.70	725	24,373	44	6.01	83	-	-	-	8,077	215,546	386	4.77

Table 3C1:Déboursements Don FIDA n° I-DSF-8111-BF du 30/04/2018 (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Déboursements	Solde	Déboursements en % (*)	DRF en instance**	déboursement prévisionnel au 30/04/2018	solde prévisionnel au 30/04/2018	% décaissement
1	Génie Civil	10,650,000.00		1,398,523.43	9,251,476.57	13.13%	49,127.79	1,447,651.22	9,202,348.78	13.59%
2	Equipements et matériels	1,150,000.00		1,316,735.30	-166,735.30	114.50%	0.00	1,316,735.30	-166,735.30	114.50%
3	Services	13,600,000.00		2,859,735.37	10,740,264.63	21.03%	315,007.87	3,174,743.24	10,425,256.76	23.34%
4	Fonds d'Appui	2,560,000.00		130,426.74	2,429,573.26	5.09%	4,988.68	135,415.42	2,424,584.58	5.29%
5	Salaires et indemnités	1,350,000.00		759,144.72	590,855.28	56.23%	50,179.18	809,323.90	540,676.10	59.95%
6	Fonctionnement	960,000.00		380,170.39	579,829.61	39.60%	14,576.95	394,747.34	565,252.66	41.12%
7	Non alloués	2,930,000.00			2,930,000.00	0.00%			2,930,000.00	0.00%
	Dépôt initial + complémentaire			1,261,599.30	-1,261,599.30			1,261,599.30	-1,261,599.30	
	Total	33,200,000.00	0.00	8,106,335.25	25,093,664.75	24.42%	433,880.47	8,540,215.72	24,659,784.28	25.72%

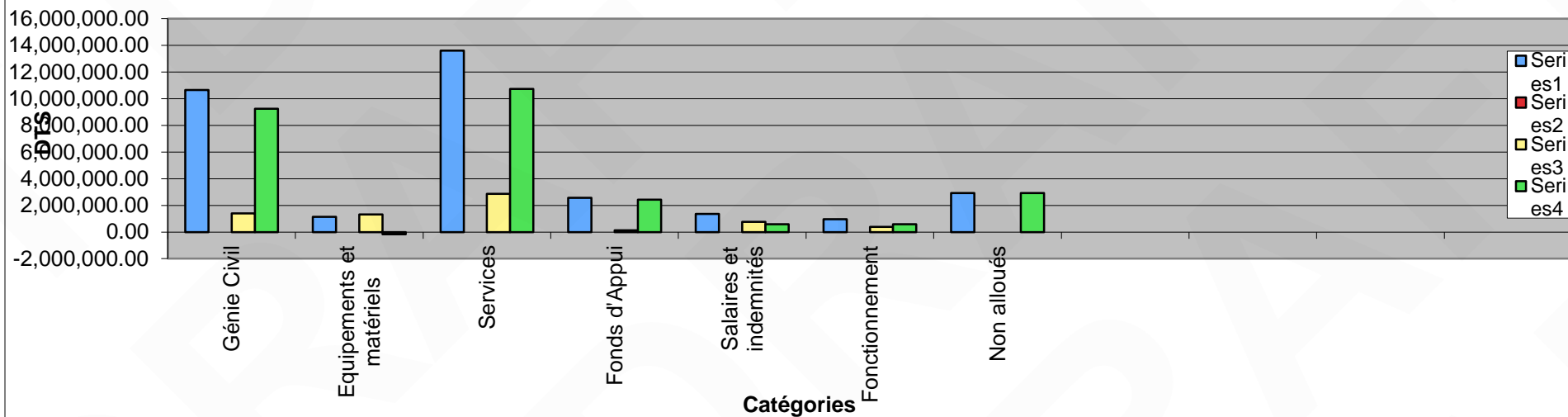
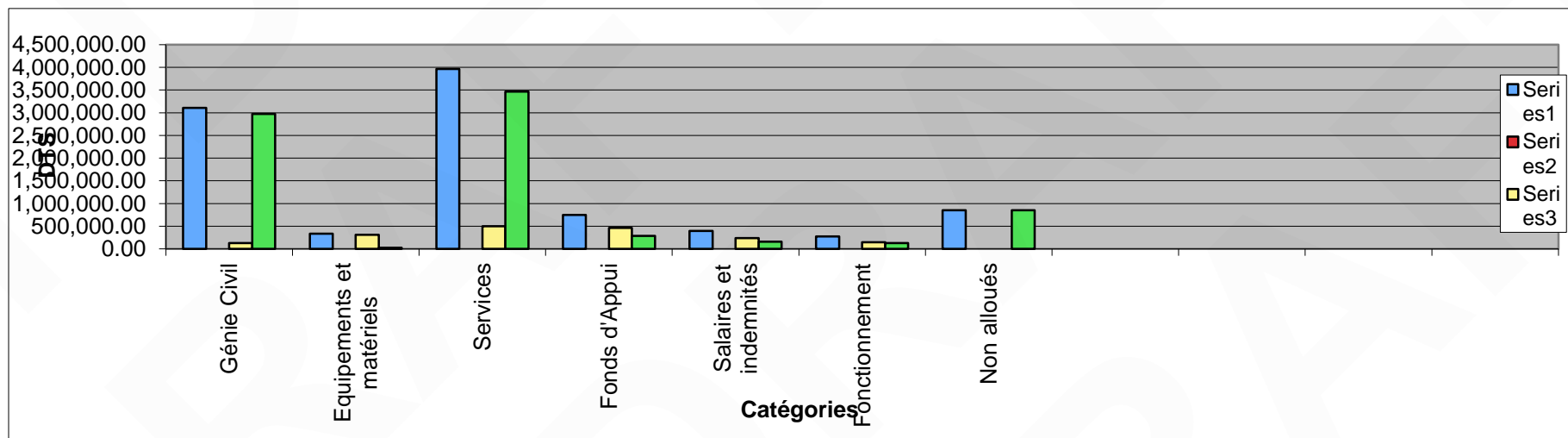


Table 3C2: Débursements Don FIDA Don n° I-DSF-8111A-BF du 30/04/2018 (en DTS)										
	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Débursements	Solde	Débursements en % (*)	DRF en instance**	déboursement prévisionnel au 30/04/2018	solde prévisionnel au 30/04/2018	% décaissement
1	Génie Civil	3,105,000.00		130,220.50	2,974,779.50	4.19%	42,777.36	172,997.86	2,932,002.14	5.57%
2	Equipements et matériels	335,000.00		309,709.28	25,290.72	92.45%	3,133.92	312,843.20	22,156.80	93.39%
3	Services	3,965,000.00		497,253.26	3,467,746.74	12.54%	55,979.49	553,232.75	3,411,767.25	13.95%
4	Fonds d'Appui	750,000.00		462,818.27	287,181.73	61.71%	72,186.55	535,004.82	214,995.18	71.33%
5	Salaires et indemnités	395,000.00		238,676.07	156,323.93	60.42%	15,876.49	254,552.56	140,447.44	64.44%
6	Fonctionnement	275,000.00		148,346.12	126,653.88	53.94%	10,639.49	158,985.61	116,014.39	57.81%
7	Non alloués	850,000.00			850,000.00	0.00%			850,000.00	0.00%



	Dépôt initial + complémentaire			378,479.79	-378,479.79			378,479.79	-378,479.79	
	Total	9,675,000.00	0.00	2,165,503.29	7,509,496.71	22.38%	200,593.30	2,366,096.59	7,308,903.41	24.46%

Table 3C3: Déboursements prêt FIDA n° I-895-BF du 30/04/2018 (en DTS)										
	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Déboursements	Solde	Déboursements en % (*)	DRF en instance**	déboursement prévisionnel au 30/04/2018	solde prévisionnel au 30/04/2018	% décaissement
1	Génie Civil	3,105,000.00		130,220.50	2,974,779.50	4.19%	42,777.36	172,997.86	2,932,002.14	5.57%
2	Equipements et matériels	335,000.00		309,709.28	25,290.72	92.45%	3,133.92	312,843.20	22,156.80	93.39%
3	Services	3,965,000.00		497,253.26	3,467,746.74	12.54%	55,979.49	553,232.75	3,411,767.25	13.95%
4	Fonds d'Appui	750,000.00		462,818.27	287,181.73	61.71%	72,186.55	535,004.82	214,995.18	71.33%
5	Salaires et indemnités	395,000.00		238,676.07	156,323.93	60.42%	15,876.49	254,552.56	140,447.44	64.44%
6	Fonctionnement	275,000.00		148,346.12	126,653.88	53.94%	10,639.49	158,985.61	116,014.39	57.81%
7	Non alloués	850,000.00			850,000.00	0.00%		0.00	850,000.00	0.00%
	Dépôt initial + complémentaire			378,479.79	-378,479.79			378,479.79	-378,479.79	
	Total	9,675,000.00	0.00	2,165,503.29	7,509,496.71	22.38%	200,593.30	2,366,096.59	7,308,903.41	24.46%

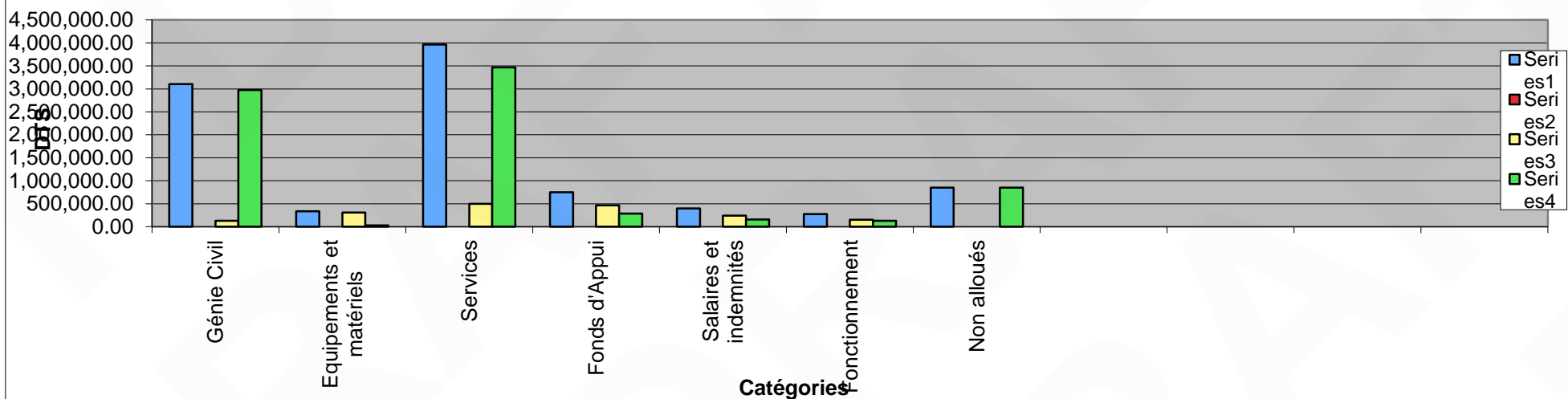
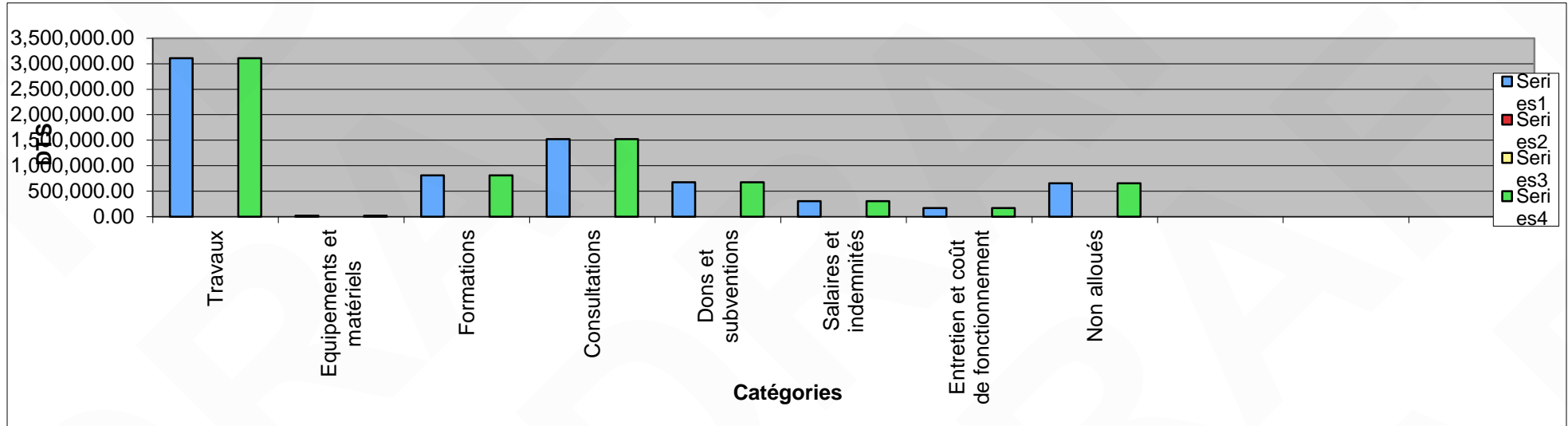


Table 3C4: Dépensements Don FEM-PAI n° 2000001662 du 30/04/2018 (en USD)										
	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Dépensements	Solde	Dépensements en % (*) 30/04/2018	DRF en instance**	dépensement prévisionnel au 30/04/2018	solde prévisionnel au 30/04/2018	% décaissement
I	Travaux	3,105,916.00		0.00	3,105,916.00	0.00%	0.00	0.00	3,105,916.00	0.00%
II	Equipements et matériels	19,564.00		0.00	19,564.00	0.00%	22,128.62	22,128.62	-2,564.62	113.11%
III	Formations	813,126.00		0.00	813,126.00	0.00%	175,853.55	175,853.55	637,272.45	21.63%
IV	Consultations	1,523,069.00		0.00	1,523,069.00	0.00%	23,491.66	23,491.66	1,499,577.34	1.54%
V	Dons et subventions	677,950.00		0.00	677,950.00	0.00%	0.00	0.00	677,950.00	0.00%
VI	Salaires et indemnités	303,949.00		0.00	303,949.00	0.00%	13,611.33	13,611.33	290,337.67	4.48%
VII	Entretien et coût de fonctionnement	171,624.00		0.00	171,624.00	0.00%	25,508.35	25,508.35	146,115.65	14.86%
	Non alloués	654,250.00		0.00	654,250.00	0.00%		0.00	654,250.00	0.00%
	Dépôt initial + complémentaire			539,534.52	-539,534.52			539,535	-539,534.52	
	Total	7,269,448.00	0.00	539,534.52	6,729,913.48	7.42%	260,593.51	800,128.03	6,469,319.97	11.01%



Appendice 5 : Application des dispositions de l'Accord de financement : Etat d'Avancement

Section	Disposition	Date buttoir de l'action/objectif	Niveau exécution/date	Observations
Section 4.02	L'UCP doit ouvrir et administrer un compte de projet (en...); le gouvernement déposé un montant initial équivalant a 149 000 USD	Entrée en vigueur	exécute	
Section 4.02	Le gouvernement doit reconstituer le compte de prêt un trimestre à l'avance	Entrée en vigueur	exécute	
Section 4.03	La passation des marches de biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée a l'annexe 3	Continu	exécute	
Section 4.04	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doit être financée grâce aux fonds du prêt, dans le respect de saines pratiques commerciales	Continu	exécute	
Section 4.05, section 11.10(b)	Le rapport d'audit doit être présente au FIDA	30 juin de l'année suivant l'exercice	exécute	Rapport d'audit 2016 transmis le 22 juin 2017 au FIDA. Le recrutement de l'auditeur pour 2017-2018 et 2019 est achevé et l'audit 2017 a démarré le 03 mai 2018 et en cours.
Section 4.06	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentes au FIDA sur une base trimestrielle	Trimestriellement	Exécute	
Section 7.09 paragraphe bi), bii)	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires 60 jours avant le début de l'année	Annuellement	exécute	Le PTBA est transmis pour l'obtention de L'ANO avec un retard.
Section 8.04	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectue par l'Emprunteur et le FIDA	2017/2018	Prévu	
Section 11.02	Remboursement des fonds utilisées pour payer des impôts excessifs	continu	exécute	Pas d'observation particulière

SITUATION DU PERSONNEL DE L'UNITE DE GESTION DU PROJET NEER-TAMBA A LA DATE DU 10 /05/2018

BURKINA FASO

Projet de Gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, centre-Nord et Est (NEER-TAMBA)

Aide-mémoire du rapport de la Revue à Mi-Parcours - Dates de la mission : du 28 Mai au 15 Juin 2018

PERSONNEL DE L' UGP NEER-TAMBA (21 personnes)				
N° ordre	Nom et Prénoms	Fonction	Date de prise de service	
1	ZONGO Koudrègma	Coordonnateur	8/1/14	Cadre FIDA
2	YODA Raymond Auguste	Responsable Administratif et financier	6/10/14	Cadre FIDA
3	OUEDRAOGO Moussa	Responsable du Suivi-Evaluation	6/10/14	Cadre FIDA
4	KINDO Issa	Responsable de la Cellule Aménagement	4/1/15	Cadre FIDA
5	ROMBA Y.Jules Stanislas	Technicien génie rural	6/1/16	Agent d'appui FIDA
6	BARRY Issa	Technicien génie rural	6/1/16	Agent d'appui FIDA
7	OUEDRAOGO Issouf	Technicien génie rural	7/15/16	Agent d'appui FIDA
8	LOMPO Chantal Marie Clarisse Mifariba	Responsable de la Cellule Economie Agricole	4/1/15	Cadre FIDA
9	SIE Orokia	Assistante chargée du renforcement des capacités	6/1/16	Agent d'appui FIDA
10	BASSEPE Wepia Serge	Assistant chargé de la gestion du fonds d'appui	7/15/16	Agent d'appui FIDA
11	KARENE Soumaï la	Assistant en suivi-évaluation	6/1/16	Agent d'appui FIDA
12	TASSEMBEDO Théodore	Gestionnaire-Comptable	4/1/15	Agent d'appui FIDA
13	SANOU Herman	Gestionnaire-Comptable	5/4/15	Agent d'appui FIDA
14	TIENDREBEOGO Geneviève	Assistante Administrative	4/1/15	Agent d'appui FIDA
15	OUEDRAOGO/NASSA Dakiswendé Rose Aline Angèle	Assistante Administrative	4/1/15	Agent d'appui FIDA
16	KABORE S.Simon	Responsable FEM	10/1/17	Cadre FEM
17	PARE Dramane	Assistant suivi-évaluation FEM	3/1/18	Agent d'appui FEM ETAT
18	SAWADOGO Boukaré	Gestionnaire comptable FEM	10/1/17	Agent d'appui FEM

19	KABORE Abdoul Salam	Chargé d'appui à la passation des marchés	10/1/17	Agent d'appui ETAT
20	ILBOUDO W.Aline	Caissière	8/1/16	Agent d'appui ETAT
21	KABORE Jean-Claude	Chauffeur mécanicien	9/1/15	Agent d'appui FIDA
22	KABORE Kis-wende-sida Toussaint Damien	Chauffeur mécanicien	9/1/15	Agent d'appui FIDA
23	OUOBA Talaridia Jules	Chauffeur mécanicien	9/1/15	Agent d'appui FIDA
24	TRAORE Koniba	Chauffeur mécanicien	9/1/15	Agent d'appui FIDA
25	NIKIEMA Stéphane Joel (affecté par l'ETAT)	Contrôleur interne	1/14/14	Cadre ETAT
26	KABORE Chrysostome (affecté par l'Etat)	Chauffeur mécanicien	2/1/18	Cadre ETAT
27	KARAMBIRI Justin (affecté par l'Etat)	Chauffeur mécanicien	2/1/18	Cadre ETAT

RECAPITULATIF PAR SOURCE DE FINANCEMENT	
Cadre FIDA	5
Cadre FEM	1
Cadre ETAT	1
Agents d'appui FIDA	14
Agents d'appui FEM	1
Agent d'appui ETAT FEM	1
Agent d'appui ETAT	4
	27

Burkina Faso

Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

Mid-term Review

Appendix 2: Physical progress measured against AWP&B

Mission Dates: du 28 mai au 15 juin 2018

Document Date: 12/07/2018

Project No. 1100001580

Report No. 4791-BF

West and Central Africa Division
Programme Management Department

APPENDICE 2. REALISATION PHYSIQUES MESUREES PAR RAPPORT AU PTBA 2017

Indicateur	Service	Réalisations PTBA			PTBA 2018			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% réal global
		2015	2016	2017	Prévu	Réalisé	% réal			
COMPOSANTE 1. PETITS AMENAGEMENTS FONCIERS										
Sous-composante 1.1. Aménagements										
Aménagement de bas-fond										
Superficies de bas-fond aménagé		169	892	1198	620	0	0,00%	2259	6000	37,7%
Périmètre maraichers										
Superficie périmètre maraichers	CRA	0	2	39	30	0	0,00%	41	600	6,8%
Puits maraichers	CRA	0	37	68	120	0	0,00%	105,0	2400	4,4%
Petit matériel	CRA	0						0	600	0,0%
Kit micro-d'irrigation	CRA	0	0	10				10	600	1,7%
CES/DRS										
Superficie de cordons pierreux réalisée	CRA	0	1563	1960	600	0	0,00%	3523	5500	64,1%
Superficie de digue filtrante réalisée	CRA	0	27					27	3000	0,9%
Nombre de boullis réalisés	CRA	0	0	0				0	ND	
Superficie de zaï réalisée	CRA	0	1118	2100	640	0	0,00%	3218	5500	58,5%
Superficie de demi-lune réalisée	CRA	0	236	109	100	0	0,00%	345	5500	6,3%
Récupération mécanisée										
Superficie de terres récupérée par les techniques mécaniques et/ou biologiques	UGP	0	172	1749	700	175,88	25,13%	2096,88	5000	41,9%
Superficie de végétalisée		0	172	1749	700	0	0,00%	1921	5000	38,4%
Renforcement des capacités										
Nombre de contrat de PAMO signé	UGP	0	0	3	3	3	100,00%	6	6	100,0%
Cellule aménagement										
Nombre de mois de prise en charge du responsable de la cellule aménagement	UGP	9	12	12	12	4	33,33%	37	96	38,5%
Nombre de mois de prise en charge des technicien GR	UGP	0	19,5	36	36	12	33,33%	67,5	264	25,6%
Nombre de mois de prise en charge d'autre personnel	UGP							0	180	0,0%
Nombre de mois de prise en charge des Assistantes administratives	UGP							0	192	0,0%
Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	UGP	8	12	12	12	4	33,33%	36	144	25,0%
Nombre de véhicule pick-up4x4 acquis	UGP	2	0	0	0			2	4	50,0%
Nombre d'unités informatique	UGP	1	3	1				5	7	71,4%
Equipement et matériel	UGP	0	0					0	ND	
Nombre d'Etude de capitalisation	UGP	0	0					0	ND	
Nombre d'appui technique	UGP	0	2					2	ND	
Sous-composante 1.2. Volet foncier										
Nombre de convention signée avec la DGFOMR	DGFOMR	0	1					1	ND	
Nombre de véhicule pick-up 4x4 acquis au profit de la DGFOMR	DGFOMR	1	0					1	2	50,0%
Nombre de commission foncière villageoise (CFV) formés	DGFOMR	0	0					0	25	0,0%
Nombre d'appui formalités/concertation	DGFOMR	0	67					67	ND	
Observatoire de l'évolution des pratiques sociales en matière de foncier	ONF	0	1					1	ND	

Indicateur	Service	Réalisations PTBA			PTBA 2018			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% réal global
		2015	2016	2017	Prévu	Réalisé	% réal			
COMPOSANTE 2. INTENSIFICATION DES PETITES EXPLOITATION DES PETITES EXPLOITATIONS ET VALORISATION DE LEURS PRODUCTIONS										
Sous-composante 2.1. Renforcement de l'offre de services d'appui-conseil										
Contrat d'appel à proposition										
Nombre de contrat d'appui-conseils pour la diffusion de bonnes pratiques de gestion durable des terres	CRA	0	0	6	6	6	100,0%	12	42	28,6%
Nombre de contrat de service d'appui-conseil à la gestion technico-économique	CRA	0	0	4	4	4	100,0%	8	42	19,0%
Nombre de contrat de soutien au développement des réseaux d'acteurs thématiques	CRA	0	0	3	3	3	100,0%	6	57	10,5%
Contrat PAMO MP										
Nombre de contrat de PAMO-MP signé	CRA	0	9	9	9	9	100,0%	27	42	64,3%
Bourse dotation d'intervention								0		
Nombre d'enveloppe de bourse dotation	UGP	0	7		12		0,0%	7	96	7,3%
Atelier de concertation sur le choix des thématiques d'appel à proposition										
Nombre d'atelier de concertation sur le choix des thématiques d'appel à proposition	UGP	3	0	3	3	3	100,0%	9	18	50,0%
Atelier d'information pour le lancement des appels à proposition										
Nombre d'atelier d'information pour le lancement des appels à proposition	UGP	0	3					3	90	3,3%
Sessions des comités techniques										
Nombre de sessions des comités techniques	CRA	0	4	3	0			7	54	13,0%
Atelier bilan										
Nombre d'atelier bilan	UGP	0	0	3	3	0	0,0%	3	120	2,5%
Assistance technique										
Nombre d'homme mois d'assistance technique	UGP	0	1	1	0			2	16	12,5%
Appui aux initiatives locales de développement de la production agricole, de l'élevage ou de valorisation des ressources naturelles (Fonds d'appui)										
Fonds d'appui aux initiatives paysannes/appui à la mise en œuvre du fonds	UGP	0	144110320	929942651	2034688183			1 074 052 971	4 300 000 000	25,0%
Nombre d'atelier initiaux d'information /sensibilisation	CRA	12	0	0	0			12	12	100,0%
Nombre d'émission radio	CRA	12	36	0				48	288	16,7%
Nombre de film Vidéo réalisé et diffusé	UGP	0	0	0	0			0	4	0,0%
Nombre de session de formation des membres des comités d'évaluation	CRA	14	10					24	120	20,0%
Nombre de réunion des comités d'évaluation	CRA	0	15		0			15	210	7,1%
Nombre de session d'animation	CRA	0	3					3	32	9,4%
Nombre de visite d'échanges entre CPP et CAP	CRA	2	0		0			2	16	12,5%
Base de données CRA-micro-projet (mise à jour et maintenance)	CRA	0	0		1	1	100,0%	1	8	12,5%
Nombre d'enquête d'évaluation externe	UGP	0	0		1	0		0	8	0,0%
Nombre de mission d'appui technique	UGP	0	1				#DIV/0!	1	3	33,3%

Indicateur	Service	Réalisations PTBA			PTBA 2018			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% réal global
		2015	2016	2017	Prévu	Réalisé	% réal			
Cellule Economie agricole										
Nombre de mois de prise en charge du Responsable cellule	UGP	9	12	12	12	4	33,3%	37	96	38,5%
Nombre de mois de prise en charge des Techniciens	UGP	0	12,5	24	24	8	33,3%	44,5	264	16,9%
Nombre de mois de prise en charge des autres personnels	UGP	0	0					0	180	0,0%
Nombre de mois de prise en charge des Assistantes administratives	UGP	0	0					0	192	0,0%
Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	UGP	8	12	12	12	4	33,3%	36	144	25,0%
Nombre de véhicule pick-up acquis	UGP	2	0					2	4	50,0%
Informatique										
Nombre d'équipement et matériel	UGP	1						1	ND	
COMPOSANTE 3. STRUCTURATION DES ACTEURS ET LEUR MISE EN RESEAUX										
Sous-composante 3.1. Renforcement des capacités des populations cibles, des organisations rurales et des élus locaux										
Alphabétisation										
Nombre de session	CRA	0	258	285	345	345	100,0%	888	1635	54,3%
Nombre de Personne ressource FTS	CRA	0	258	285	345	345	100,0%	888	1635	54,3%
Nombre de bibliothèques ambulantes équipées	CRA	0	0	0	12	12	100,0%	12	24	50,0%
Nombre d'atelier bilan annuel	CRA	0	0					0	24	0,0%
Nombre de session d'évaluation tenue	CRA	0	0					0	3	0,0%
IEC										
Nombre de stratégie élaborée	CRA	0	0	1				1	2	50,0%
Nombre de module conçu	CRA	0	0	8				8	8	100,0%
Nombre d'opérateur formé	CRA	0	0	31				31	21	147,6%
Nombre de formation suivi point focaux	CRA	0	0	764				764	ND	
Incitation points focaux			0	0				0	860	0,0%
Nombre d'atelier bilan organisé	CRA	0	0	0				0	24	0,0%
Nombre de session d'évaluation tenue	CRA	0	0	0				0	3	0,0%
Formation CVD										
Nombre de CVD formé en formation initiale	CRA	0	0	110				110	250	44,0%
Nombre de kit bureau	CRA	0	0	110				110	250	44,0%
Nombre de recyclage	CRA	0	0	0				0	250	0,0%
Sous-composante 3.2. Appui institutionnel aux Chambres régionales d'agriculture (CRA)										
Renforcement des capacités des CRA										
Nombre de véhicule pick-up 4x4	UGP	3	0	0	0			3	6	50,0%
Nombre de poste informatique	CRA	9	0	0	0			9	16	56,3%
Matériel et mobilier (bureau et communication)	CRA	24	0	0	0			24	6	400,0%
Nombre de contrat de formation de technicien	CRA	1	9	0	0			10	8	125,0%
Fonctionnement technicien (fourniture et véhicule)	CRA	0						0	72	0,0%
Nombre Cadre techniques	CRA	0	9	9	9	9	100,0%	27	72	37,5%
Nombre de cadre technique pris en charge annuellement	CRA	0	9	9	9	9	100,0%	27	30	90,0%
Nombre de chauffeur pris en charge annuellement	CRA	0	3	3	3	3	100,0%	9	24	37,5%

Indicateur	Service	Réalisations PTBA			PTBA 2018			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% réal global
		2015	2016	2017	Prévu	Réalisé	% réal			
Animateurs provinciaux										0,0%
Nombre de véhicule pick-up 4x4	CRA	12	0					12	24	50,0%
Nombre de poste informatique	CRA	24	0					24	48	50,0%
Matériel et mobilier (bureau et communication)	CRA	24	0				0,0%	24	12	200,0%
Fonctionnement technicien (fourniture et véhicule)	CRA	0	0				0,0%	0	96	0,0%
Cadre technicien	CRA	18	24	24	24	8	33,3%	74	192	38,5%
Chauffeur	CRA	4	12	12	12	4	33,3%	32	96	33,3%
Inter coopération entre CRA										
Nombre de session d'inter coopération entre CRA	CRA	0	0					0	24	0,0%
Renforcement, administration et finance										
Gestionnaire	BN/CRA	0	4	4	4	4	100,0%	12	24	50,0%
Contrôleur de gestion	BN/CRA	0	1	1	1	1	100,0%	3	8	37,5%
Appui en gestion Marché	BN/CRA	0	0	0	0			0	8	0,0%
Nombre de licence Licence Tompro acquis	BN/CRA	0	4	0	0			4	4	100,0%
Assistance et paramétrage	Bn/cra	0	1	0	0			1	8	12,5%
Nombre de formation recyclage/comptable	BN/CRA	0	1	0	0			1	8	12,5%
Nombre de formation recyclage/élus/cadres	BN/CRA	0	0	0	0			0	24	0,0%
Nombre d'Etude (manuel procédure)	BN/CRA	1	1	1	0			3	8	37,5%
Nombre d'Equipement informatique	BN/CRA	2			0			2	16	12,5%
Matériel et mobilier	BN/CRA	3			0			3	4	75,0%
Nombre d'audit réalisé	BN/CRA	0	1	1	1	1	100,0%	3	8	37,5%
Sous-composante 3.3. Appui institutionnel aux Directions régionales										
Nombre de véhicule pick-up 4x4 double cabine acquis	DR	9	0					9	36	25,0%
Nombre de motos acquis	DR	0	36					36	72	50,0%
Nombre de poste informatiques acquis	DR	0	9					9	36	25,0%
Matériel mobilier de bureau (communication)	DR	0	9					9	18	50,0%
Nombre de contrat de formation /recyclage	DR	0	0					0	8	0,0%
Nombre d'opération	DR	0	9					9	18	50,0%
COMPOSANTE 4. GESTION, ADMINISTRATION ET SUIVI-EVALUATION										
Sous-composante 4.1. Coordination et gestion du Projet										
Personnel UGP										
Nombre de mois de prise ne charge du Coordonnateur	UGP	12	12	12	12	4	33,3%	40	96	41,7%
Nombre de mois de prise en charge du RAF	UGP	12	12	12	12	4	33,3%	40	96	41,7%
Nombre de mois de prise en charge des comptables	UGP	17	24	24	24	8	33,3%	73	192	38,0%
Nombre de mois de prise en charge des assistantes	UGP	18	24	24	24	8	33,3%	74	192	38,5%
Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	UGP	8	24	24	24	8	33,3%	64	192	33,3%
Nombre de mois de prise en charge du RSE	UGP	12	12	12	12	4	33,3%	40	96	41,7%
Nombre de mois de prise en charge de l'Informaticien	UGP	0	7	12	12	4	33,3%	23	96	24,0%
Nombre d'enquête socio-économique de base réalisé	UGP	1	0					1	2	50,0%
Sous-composante 4.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs du Projet										
Nombre d'enquête SYGRI réalisé	UGP	1	0					1	3	33,3%
Nombre d'enquête thématique réalisée	UGP	0	0		1	1	100,0%	1	16	6,3%
Nombre de base de données développée	UGP	0	1					1	1	100,0%
Maintenance base de données	UGP	0	0		1			0,00%	8	0,0%

Burkina Faso

Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

Mid-term Review

Appendix 3: Compliance with legal covenants: status of implementation

Mission Dates: du 28 mai au 15 juin 2018

Document Date: 12/07/2018

Project No. 1100001580

Report No. 4791-BF

West and Central Africa Division
Programme Management Department

APPENDICE 3. RESPECT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DE FINANCEMENT: ETAT D'AVANCEMENT

Section	Disposition	Objectif/date prévue	État d'avancement/date
Section 4.02	L'UCP doit ouvrir et administrer un compte de projet (en...); le gouvernement déposé un montant initial équivalant a 149 000 USD	Entrée en vigueur	Exécuté.
Section 4.02	Le Gouvernement doit reconstituer le compte de Prêt un trimestre à l'avance.	Entrée en vigueur	Exécuté.
Section 4.03	La passation des marches de biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée à l'annexe 3.	continu	Exécuté.
Section 4.04	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doivent être financés grâce aux fonds du Prêt, dans le respect de saines pratiques commerciales.	continu	Exécuté.
Section 4.05, section 11.10(b)	Le rapport d'audit doit être présenté au FIDA.	30 juin de l'année suivant l'exercice	Exécuté. Rapport d'audit 2016 transmis le 22 juin 2017 au FIDA. Le recrutement de l'auditeur pour 2017-2018 et 2019 est achevé et l'audit 2017 a démarré le 03 mai 2018 et en cours.
Section 4.06	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentés au FIDA sur une base trimestrielle.	trimestriellement	Exécuté.
Section 7.09 paragraphe bi), bii)	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires 60 jours avant le début de l'année.	annuellement	Exécuté. Le PTBA est transmis pour l'obtention de l'ANO avec un retard.
Section 8.04	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectué par l'Emprunteur et le FIDA.	2017/2018	En cours.
Section 11.02	Remboursement des fonds utilisés pour payer des impôts excessifs.	continu	Exécuté. Pas d'observation particulière.